

# Retraite anticipée pour Sarkozy et Woerth!

**CASSEROLE  
D'HONNEUR**



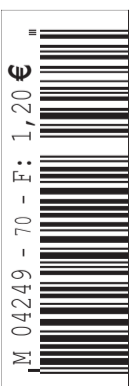
*La journée de grève et de manifestations du 23 septembre ne suffira pas pour stopper la contre-réforme des retraites. Nous devons maintenir la lutte dans tous les secteurs, nous organiser, maintenir la pression sur ce gouvernement illégitime. La grève générale doit elle aussi être préparée et revendiquée par toutes et tous.*

**N**e nous le cachons pas, les grèves et manifestations de ce jeudi 23 septembre ne suffiront pas à faire reculer le gouvernement. Sarkozy a décidé de faire de l'adoption de cette violente contre-réforme le symbole de son quinquennat. Malgré les déclarations affirmant qu'il s'agirait de la dernière grande réforme de son mandat, il est prévu, dans les mois qui viennent, de nouvelles attaques contre la Sécurité sociale, la fonction publique, sans parler de la médecine du travail assas-

sinée discrètement dans le cadre de la loi sur les retraites ou de la suppression des maigres avantages accordés aux nouveaux couples. Dans le cadre du futur budget, on peut être sûr que les niches fiscales des riches vont être préservées, tandis que celles des petits budgets vont être liquidées. Rien que pour cela notre réponse doit être à la hauteur de ces enjeux. Mais la colère que beaucoup expriment ne se limite pas

à la question des retraites. Affaires maffieuses mettant en cause les ministres et leurs copains-coquins, conditions de travail, salaires, racisme et tout simplement les difficultés grandissantes à boucler les fins de mois : les raisons de notre colère sont nombreuses et partagées par toutes et tous. Le mépris et l'autoritarisme affichés par ce gouvernement sont à la mesure de son discrédit.

**SUITE PAGE 2**



**REGARDS**  
**Nucléaire: quand l'État bafoue les traités**  
Page 2



**ACTU**  
**Loi Besson: loi (très) raciste**  
Page 5



**ACTU INTERNATIONALE**  
**Palestine: fausses négociations**  
Page 8

**Agenda**

**24 septembre, BDS, Bordeaux.** Procès en appel de Sakina Arnaud, militante de la LDH, condamnée pour boycott des produits d'Israël. RV devant la cour d'appel de Bordeaux. (lire p. 12)

**24 septembre, Amérique latine, Paris.** Conférence-débat avec Hugo Blanco, dirigeant historique des luttes des paysans et des peuples indigènes au Pérou et en Amérique latine. RV à 18 heures à la Bourse du travail, rue du Château-d'Eau, Paris.

**25 septembre, congrès Marx, Nanterre.** Atelier du congrès Marx international VI. Avec Hugo Blanco, Franck Gaudichaud, Rémy Herrera et Isabel Monal. RV à 9h30, Section socialisme, atelier 8, Université Paris-Ouest, Nanterre.

**25 septembre, climat, Paris.** Formation « Agrocultures : la fausse solution ! » avec Patrick Sadones, membre de la Confédération paysanne, et des participants du Camp Action climat français. RV à 20 heures, au siège de la Confédération paysanne, 104 rue Robespierre, Bagnolet. Contact : ben@avenirc climat.info ou 06 19 18 90 97.

**25 septembre, hôpital, Mantes-la-Jolie.** Manifestation contre la suppression du service de cardiologie de l'hôpital de Mantes. RV à 10 heures devant le Palais de justice, Mantes-la-Jolie.

**25 septembre, meeting, psychiatrie, Villejuif.** Troisième meeting national du Collectif des 39 « imposture, illusion et régression », contre le projet de réforme sur les soins psychiatriques. RV de 10 à 17 heures, espace congrès les Esselières, 3 boulevard Chastenot-de-Géry, Villejuif.

**27 septembre, retraites, Clermont-Ferrand.** Meeting unitaire pour la retraite avec Gérard Filoche (inspecteur du travail), Olivier Besancenot (NPA), Razzzy Hammadi (PS), Didier Horus (FSU), Alain Lipietz (Verts), André Chassaing (député PCF), Jean-Baptiste Prévost (Unef), Marie-Pierre Touhans (Gauche unitaire), Annick Coupé (Solidaires), Jean-Luc Mélenchon (PG), Caroline de Haas (Osez le féminisme), Christiane Marty (Attac), Willy Pelletier (Fondation Copernic), Roland Mérieux (Les Alternatifs). RV à 20h30 à la Maison du peuple.

**27 septembre, réunion publique, retraites, Paris.** Réunion publique « Se tuer au travail, plutôt crever ! », organisée par le collectif Sauvons les retraites Paris-Centre. Avec Bernard Friot, auteur de *L'Enjeu des retraites*. RV à 19h30, salle Jean-Dame, 17, rue Léopold Bellan, Paris 2<sup>e</sup> (M<sup>o</sup> Sentier).

**28 septembre, meeting retraites, Floirac.** Meeting unitaire organisé par le Comité départemental girondin retraite. RV à 20 heures, salle Lucie Aubrac, 35, rue Léo Lagrange, Floirac (banlieue de Bordeaux).

# Retraite anticipée pour Sarkozy et Woerth !

● ● ● **SUITE DE LA PAGE 1**

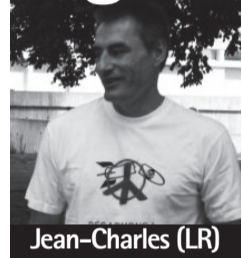
Sa volonté de précariser toujours plus les jeunes, les femmes et les immigrés s'affiche chaque jour au travers des multiples mesures répressives, des décisions de justice confortant les véritables assassinats par la police, ou encore de la suspicion jetée sur les agents de la fonction publique dont les arrêts de travail vont être passés au peigne fin. Et pourtant, malgré toutes ses agressions, on sent des hésitations chez les salariés. Pourtant les trois quarts des Français refusent le report à 62 et 67 ans des âges légaux de droit à la retraite et de droit au taux plein. Mais, dans les vestiaires des cheminots, on entend : « on veut bien y aller mais pas les premiers ». Dans les salles des profs : « d'accord pour se mobiliser dans la durée, mais pas tous seuls ». Dans les bus des salariés de l'automobile : « oui à la grève générale mais pas que pour les retraites. Pour l'emploi, les conditions de travail et les salaires ». Dans la chimie, certains hôpitaux, les territoires de différentes localités, des équipes syndicales affirment leur volonté de poursuivre après le 23, un manque de confiance demeure,

même si des intersyndicales locales s'engagent unitairement avec la volonté de prolonger la mobilisation. Il faut reconnaître que l'attitude des principales confédérations syndicales n'apporte pas cette confiance indispensable : pas d'unité sur le fond des questions, même pas d'accord sur le refus du projet gouvernemental, pas de perspectives de mobilisations, fixées à l'avance, qui puissent être proposées, discutées, reprises par les assemblées de salariés grévistes ou non. On nous ballotte du 13 au 15 septembre pour « atterrir » sur le 23. Et après ? Le 29, au niveau de l'Europe ? Le 2, le 3 octobre, ou le 9 ? Mystère des états d'âme de Chérèque, Thibault ou Mailly. Le premier attend que les propositions de Bayrou sur l'annulation du report à 67 ans soient acceptées pour crier victoire, le deuxième constate que « tout le monde n'est pas prêt », le troisième refuse de politiser les questions sociales pour mieux les laisser aux politiques. Justement, parlons-en. En effet pour les partis politiques de « gauche », les discrédits accumulés par leurs passages au gouvernement sont profonds, durables, ancrés dans les consciences. Car bien

sûr, ils n'ont pas abrogé les mesures Balladur de 1993, première grande atteinte au droit à la retraite. Car, bien sûr, ils affirment refuser les reports d'âge et s'engagent, pour certains, timidement, à les annuler s'ils revenaient aux « affaires » mais approuvent l'augmentation de la durée de cotisation. Pourtant la partie n'est pas jouée. Des dizaines d'équipes syndicales de Solidaires, de la CGT, de la FSU voire de la CFDT, FO ou autres sont convaincues de la nécessité de hausser le ton, de faire grandir la mobilisation, d'aller vers cette grève générale bloquant l'activité sociale et économique. Alors, sans relâche, il faut débattre, proposer dans les assemblées générales, les réunions syndicales ou intersyndicales, les meetings unitaires. Convaincre et s'organiser. Comités de grèves, de lutte, de mobilisation, intersyndicales, coordinations peuvent et doivent se développer, se faire connaître, se rencontrer pour construire le tous ensemble qui seul peut faire reculer ce patronat et ce gouvernement de lutte de classes.

**Robert Pelletier**

**regards**



Jean-Charles (LR)

Propos recueillis par Roger Devaneuse

## NUCLÉAIRE *Quand l'État bafoue les traités*

*Le 8 septembre, sept militants anti-missiles étaient entendus par le tribunal de police de Mont-de-Marsan (Landes), pour avoir pénétré, avec 43 autres, le Centre d'essai de lancement de missiles de Biscarrosse. L'un d'eux, Jean-Charles, témoigne. Délibéré le 3 novembre.*

**Q**ue s'est-il passé le 1<sup>er</sup> décembre 2009 à Biscarrosse ? Ce jour-là, s'est ouvert un créneau pour permettre le quatrième tir d'essai du nouveau missile nucléaire d'attaque français, le M51. Premier tir en conditions réelles depuis le sous-marin lanceur d'engins (SNLE) *Le Terrible*, en baie d'Audierne, supervisé par le Centre d'essai de lancement de missiles (CELM) de Biscarrosse. Le collectif « Non au missile M51 » a alors pris la décision d'agir sur les instruments de mesure du CELM en occupant un poste radar. Le tir a finalement eu lieu le 27 janvier 2010.

**Vous accusez l'État et le complexe militaro-industriel d'illégalité ?**  
Le renouvellement et la modernisation de l'arsenal nucléaire français sont contraires aux traités et conventions internationaux, signés et ratifiés par la France. L'article VI du Traité de non-prolifération de 1968 – que la France n'a ratifié qu'en 1992 mais cherche à faire appliquer par les autres pays, tout au moins par certains – indique que les pays détenteurs doivent entrer dans la voie du désarmement nucléaire. La convention de révision du traité en 2000 dit clairement que l'on ne peut attribuer de nouvelles missions à son arsenal nucléaire. Or, de fait, la modernisation de nos armes nucléaires leur confère de nouvelles missions. La portée du M45 est de 5 à 6000 km, elle est de plus de 8000 km pour le M51, qui est désormais capable de frapper n'importe quel point de la planète depuis un SNLE. Idem pour les missiles air-sol moyenne portée améliorée (ASMP-A) couplés aux avions Rafale : portée supérieure, pénétration plus efficace. D'autre part, la logique de dissuasion française a clairement changé de cap avec le discours de Jacques Chirac, en 2006 à l'Île Longue, réitéré en 2008 par Nicolas Sarkozy. Ces discours font état de la possibilité d'utiliser les armes nucléaires en cas de menaces sur « nos » intérêts vitaux ou nos ressources énergétiques. En rupture avec la logique de dissuasion pure, l'option de première frappe (ou frappe préventive) est actée ; cette option existe également au niveau de l'Otan.

**Que contestez-vous : le M51 ? la force de frappe ? le nucléaire ?**  
Tout d'abord, la relance de l'arme atomique par la France : son illégalité ; son utilité, contestée, même au sein des plus hautes instances militaires avec notamment le Général Coppel ; son coût, de l'ordre de 15 à 20 milliards d'euros, dans la période que nous connaissons ! Et nous rappelons que le nucléaire militaire et le civil sont intimement liés.

**Franchir à sept personnes la limite du centre, c'est s'exposer délibérément à la justice. Qu'attendez-vous de cette stratégie ?**  
Dans un pays où la voix des citoyens n'est pas prise en compte, notamment sur le nucléaire qui reste le tabou des tabous, nous voulons faire des tribunaux nos tribunes, comme pour les OGM. Notre logique est celle de la désobéissance civile et de l'action directe non violente. Nous agissons à visage découvert, au grand jour, et nous assumons pleinement nos actes, y compris juridiquement. Les résistants sont des terroristes à qui l'histoire a donné raison. Nous ne sommes pas des terroristes, car dans la non-violence totale, mais considérés comme des

délinquantEs par la justice française. Pour les OGM, aujourd'hui, ceux qui sont dans l'illégalité sont ceux qui, en France, en produisent ! Ensemble, nous sommes une force, l'obéissance servile aux autorités n'a jamais fait avancer la société et il faut que « la peur change de camp » : ce n'est pas un appel à la violence ou à l'insurrection, mais il faut faire comprendre que la force que nous pouvons représenter tous ensemble a de quoi inquiéter les gouvernants.

**Un mot du déroulement du procès ?**  
Il y avait sept fourgons de gendarmes mobiles stationnés sur le parking proche du tribunal ! Mais à l'audience, nous avons pu exposer nos arguments, notamment l'illégalité de l'arme nucléaire et du M51, la suprématie du droit international sur le droit français. Du côté du parquet, la seule réponse fut la réquisition de 150 euros d'amende pour chacun.

**Vous avez déjà prévu de désobéir ailleurs ?**  
Notre détermination est intacte. Pour le collectif, le prochain objectif de campagne est le Laser Megajoule du Barp ; au mois d'octobre, les journées européennes contre la guerre en Afghanistan ; et un gros rendez-vous les 19 et 20 novembre avec le sommet de l'Otan à Lisbonne. Cependant, nous sommes tous impliqués dans divers collectifs et les raisons de désobéir dans les prochaines années ne vont pas manquer !



Les prévenus sont soutenus par la Brigade des clowns à leur sortie du tribunal. (ROGER DEVANEUSE)

À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

# Le gang du Fouquet's



Par Yvan Lemaitre

## L'ÉTAT DES RICHES...

Tout empressés à satisfaire servilement les exigences des agences de notation, Sarkozy et sa ministre de l'Économie Christine Lagarde veulent ramener le déficit budgétaire de 8% du produit intérieur brut aujourd'hui à 6% en 2011. Cela «nécessitera de réduire de 40 milliards d'euros la dépense publique», a déclaré dans un entretien au Figaro, la semaine dernière, Christine Lagarde, à deux semaines de la présentation du budget 2011.

Trouver 40 milliards ne serait pas trop difficile à condition de les chercher là où l'agent coule à flots : dans les profits des entreprises du CAC 40 qui ont quasiment doublé dans le premier semestre 2010 (soit 42 milliards d'euros), ou en refusant de payer les intérêts de la dette de l'État (un peu plus de 40 milliards d'euros) en supprimant les subventions aux entreprises ou le bouclier fiscal, en augmentant l'impôt sur les grosses fortunes... Toutes ces idées pourtant simples et efficaces ne viennent pas à l'esprit de Christine Lagarde. Le «grand coup de rabot» serait sans doute un peu trop fort pour ses amis. Elle préfère égratigner quelques niches fiscales en ménageant les riches, faire confiance à une hypothétique croissance et surtout faire payer les classes populaires par l'austérité et la rigueur. Comme l'État le fait aussi pour réaliser 2,5 milliards d'économies sur le dos des assurés de l'assurance maladie. Laurence Parisot se réjouit : «Il me semble que le gouvernement a compris qu'il fallait encourager les entreprises et que l'effort budgétaire devait se faire par un redéploiement qui en tout cas n'impacte pas les entreprises». C'est clair et sans surprise. Pour le gouvernement, pas question de prendre sur les multiples cadeaux qu'il fait au patronat, aux financiers, aux riches. Il préfère augmenter les taxes ou en créer de nouvelles comme celles sur les abonnements Internet ou supprimer le maigre cadeau que l'État faisait aux jeunes mariés en leur permettant de payer un peu moins d'impôt ! Le mariage de l'État et des classes dominantes est lui, il faut dire, une solide alliance d'intérêts qui ne mérite que d'être combattue.

Chaque jour qui passe confirme l'illégitimité de ce gouvernement de voleurs, de menteurs et de crapules.

DONNEZ À L'UMP



- FAUCOUR -

Le 15 septembre, l'Assemblée nationale a été le théâtre d'une de ces mascarades qu'affectionne la classe politique. Prenant quelques libertés avec le règlement, le président de cette assemblée, Bernard Accoyer, a mis fin aux manœuvres procédurières de l'opposition pour forcer le vote sur le projet gouvernemental relatif aux retraites. On peut, certes, s'indigner de l'arrogance d'un pouvoir qui n'hésite pas à fouler aux pieds les règles qu'il a lui-même instaurées. Mais, franchement, ce serait passer à côté de l'essentiel ! Car enfin, qui sont donc ceux qui, sans état d'âme, ont voté le recul de l'âge de la retraite, une mesure qui va frapper tous les salariés mais, en priorité, les plus exploités d'entre eux (ceux qui ont commencé à travailler jeune ou encore les femmes aux carrières discontinues) ? Et bien, tout simplement, une toute petite minorité de privilégiés qui, pour leurs propres retraites, bénéficient d'un «régime spécial» proprement hallucinant où les annuités comptent double ! Régime qu'ils n'ont évidemment pas l'intention de «réformer»... Mais l'exemple vient de haut : cette démonstration éclatante du cynisme sans borne des parlementaires de la majorité est parfaitement au diapason des pratiques de Nicolas Sarkozy et de son gouvernement.

En effet, c'est d'abord cela que nous apprennent les rebondissements sans fin des scandales politico-financiers : les responsables UMP, à commencer par Sarkozy et Woerth, fréquentent assidûment les très riches. Ils nagent littéralement dans les privilèges et le fric. Mais cela ne les empêche pas, bien au

contraire, de rappeler régulièrement au bon peuple que «la France vit au-dessus de ses moyens» !

### CE QUE RÉVÈLE L'AFFAIRE WOERTH-BETTENCOURT

À l'évidence, il y a de nombreuses facettes dans «l'affaire Woerth-Bettencourt», toutes révélatrices du degré de décomposition morale du régime actuel. Elles vont du grotesque au sordide, de la généreuse distribution de Légions d'honneur pour services rendus à la création de «micro-partis» pour contourner la législation sur le financement des formations politiques, de la transmission d'enveloppes d'argent liquide aux embauches de complaisance, de la vente douteuse de domaines publics à l'utilisation des services secrets pour... démasquer les sources d'un journaliste ! Mais le cœur de l'affaire, c'est la mise en place d'un système fondé sur «l'échange de bons procédés» entre responsables politiques et

millionnaires, dont le fameux «Cercle» des plus gros donateurs de l'UMP est la matérialisation. Pendant des années, Éric Woerth a été ministre des Finances et trésorier de l'UMP ? Indissociablement ! Cela signifie qu'il sollicitait, pour financer les activités de l'UMP, les activités de Sarkozy et les siennes propres, de très gros contribuables qui avaient ainsi tout à gagner, collectivement et individuellement, à «investir» sur de tels personnages. Les lieux choisis pour opérer ces levées de fonds se passent d'ailleurs de tout commentaire : Londres, capitale des expatriés de luxe et des traders, et la Suisse, pays d'adoption de tous les spécialistes de l'évasion fiscale. Comment s'étonner ensuite que, d'exonérations de cotisations patronales en bouclier fiscal, ceux qui nous gouvernent opèrent en anti-Robin des bois : ils volent les pauvres et les gens modestes pour donner aux riches ! Ainsi, par la grâce du bouclier fiscal, Liliane

Bettencourt s'est vue rembourser une centaine de millions d'euros en quatre ans. Et ça continue : en 2009, les 1 169 contribuables les plus riches ont bénéficié chacun d'un chèque confortable, à hauteur de 360 000 euros en moyenne...

Dès que nos gouvernants sont pris la main dans le sac – ce qui arrive de plus en plus souvent par les temps qui courent... – ils n'hésitent pas à mentir effrontément. La seule parade qu'ils ont trouvée : jouer sur les peurs et flatter les sentiments les plus abjects, à commencer par le racisme. Quitte à obliger la Commission européenne et les autres gouvernements européens – qui sont pourtant loin d'être des modèles de vertu – à se démarquer...

Décidément, il n'est que temps d'empêcher de nuire ce gouvernement illégitime.

François Coustal

## leur monde...

### Homosexualité, sous-citoyenneté post-mortem.

Fin février 2010, le compagnon de Thomas est mort. Du VIH/sida. Bien que Pacsé, Thomas n'a pas pu récupérer l'urne funéraire, ce qui constituait pourtant une des dernières volontés de son amant. Le Pacs, seule reconnaissance légale des unions homosexuelles, ne permet ni d'être reconnu comme «personne habilitée à pourvoir aux funérailles», ni de recevoir les cendres du défunt. Ce (sous) contrat d'union n'est même pas mentionné sur l'acte de décès, au contraire du mariage, du divorce et du veuvage. Révolté, Thomas a lutté et contacté des associations et des élus. À la suite de ses démarches, le député Alain Vidalès a rédigé une proposition d'amendement, portée le 23 juin à l'Assemblée nationale et visant à mentionner le Pacs et le nom du/de la partenaire sur les actes de décès. Cet amendement a été rejeté par Yves Nicolin, homophobe acharné et notoire, et par Michèle Alliot-Marie, garde des Sceaux. Le 22 juillet, Christian est décédé. Il est mort du sida. Il vivait en union libre avec Fred, depuis dix-huit ans. La mère de Christian, réapparue pour l'occasion, a eu la mainmise sur l'organisation des

funérailles et a emporté l'urne en province, loin de Fred. De plus, Christian n'a pas pu bénéficier de soins post-mortem, les personnes séropositives au VIH en étant exclues.

Lorsqu'il s'agit de mettre en commun les ressources d'un couple vivant en union libre, afin d'en diminuer les prestations sociales, l'État reconnaît nos amours, même homosexuelles. Pour tout le reste, les couples de même sexe n'existent pas. Seuls les couples hétérosexuels ont le choix de vivre en union libre, de se pacser ou de se marier.

En 2007, Nicolas Sarkozy avait promis de mettre en place un contrat d'union civile «en tous points égal au mariage». Même cette promesse visant une fois de plus à calmer les revendications LGBT tout en continuant à leur interdire l'accès à l'adoption n'a pas été tenue. L'UMP au pouvoir persiste dans son homophobie, s'oppose à toute avancée, et maintient les LGBT, vivants ou morts, dans une condition de citoyenNE de seconde zone. En France et en 2010. Assez de faux débats, il faut des droits, des lois qui assurent aux couples de même sexe la même protection sociale et patrimoniale qu'à la population hétérosexuelle. Le mariage est une institution

qui octroie des droits, elle doit donc être accessible à touTEs, quels que soient son sexe, son genre ou son orientation sexuelle.

L'UMP refuse cette égalité, l'UMP est homophobe.

Mercredi 15 septembre, Act Up-Paris a dénoncé l'homophobie d'État en répandant des cendres devant le siège de l'UMP. Les dix militantEs présentEs ont été arrêtésEs peu après l'action, dans le métro, par pas moins de 35 gendarmes mobiles sur-équipés, qui les ont emmenés, les mains menottées dans le dos et sous bonne escorte, au commissariat du 11<sup>e</sup>.

On ne s'attaque pas impunément au sanctuaire sarkozyste !

Partagez vos analyses, vos indignations, en adressant vos articles et vos témoignages par mail : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) ou par courrier : **Rédaction Tout est à nous !**  
2, rue Richard-Lenoir  
93100 Montreuil

en bref...

**Après les retraites, la maladie.** Les premières mesures du projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2011 ont été révélées par la presse. Les remboursements diminueront de 35% à 30% pour les médicaments dont le service médical est considéré comme « modéré » (vignettes bleues) et de 0,5% pour les consultations des médecins, les actes de kinésithérapie et d'infirmières. La participation forfaitaire de 18 euros pour des soins coûteux à l'hôpital sera étendue à d'autres actes médicaux. La Mutualité française a annoncé qu'elle devra augmenter ses tarifs de 8 à 10%, sans compter la hausse due à la progression de la fiscalité sur les complémentaires dans le cadre du rachat gouvernemental sur les niches sociales et fiscales. 14% de la population renonce déjà aux soins, faute de complémentaire santé. Il seront plus

nombreux par manque de moyens pour s'offrir une mutuelle. Et le recul de la prise en charge de la maladie par la Sécu profitera aux assurances privées qui grignoteront une part supplémentaire de la protection sociale. C'est le but recherché.

**Arrêts maladie attaqués.** Pour résorber le déficit de la Sécurité sociale, le gouvernement s'est lancé dans la chasse aux arrêts maladie. Il entonne la chanson patronale et populiste qui dit que ceux-ci sont souvent abusifs et que les médecins les distribuent trop généreusement. Il soupçonne bien sûr d'abord les fonctionnaires et pour cela a décidé de faire contrôler ces arrêts par l'assurance maladie, comme pour le privé, plutôt que par l'État. Par ailleurs, les médecins jugés trop prescripteurs d'arrêts sont régulièrement poursuivis par les caisses d'assurance à tel point

que le syndicat de médecins Union généraliste a porté plainte pour « abus de droit caractérisé ». La Sécurité sociale ferait mieux de s'intéresser aux raisons de ces arrêts maladies dont une grande partie est due au stress de l'exploitation au travail. Une étude récente vient de confirmer le lien entre le nombre d'arrêts maladie pour des raisons comme la dépression et le nombre de morts prématurées.

**Un acquittement tellement surprenant...**

Vendredi 17 septembre, la cour d'assise de Draguignan (Var) a acquitté le gendarme Christophe Monchal qui avait tué Joseph Guerdner de sept balles dans le corps, en 2008. Le jeune homme avait, en effet, tenté de s'évader alors qu'il était en garde à vue – et présumé innocent – pour un vol, sautant par la fenêtre et

atterrissant 4,6 mètres plus bas. D'après les jurés, le gendarme était dans son bon droit pour arrêter le fuyard. Peu importe que celui-ci ait été menotté, les pieds partiellement entravés. Le gendarme a considéré qu'il n'avait pas le temps de descendre les escaliers pour le rattraper. Pas de quoi fouetter un chat, ce n'était qu'un voleur et gitan par-dessus le marché. Mais, la famille peut se consoler, Monchal leur a déclaré qu'il était « désolé ». Pas sûr que cela soit suffisant. Comme l'a dit la sœur de la victime, « On a le sentiment d'être vraiment pris pour de la merde ! »

RETRAITES

**Divergences et unité à gauche**

L'ampleur de la grève et des manifestations le 7 septembre contre le projet de loi sur les retraites indique la possibilité de faire subir au gouvernement une défaite. Le pouvoir sarkoziste multiplie les provocations, créant une crise aux multiples facettes. C'est pourquoi l'unité de l'ensemble des forces de la gauche sociale, démocratique et politique pour relever le défi provoqué par le pouvoir est impérative. Pour réussir un 23 septembre encore plus massif que le 7, pour généraliser la grève après le 23. Mais également pour combattre la dérive xénophobe de ce gouvernement.

C'est le sens de l'engagement du NPA dans toutes les initiatives unitaires et politiques permettant de regrouper nos forces. Bien que nous aurions souhaité une journée de grèves et de manifestations plus proche du 7 septembre, nous sommes des militants résolus à faire de la réussite du 23 septembre un tremplin vers une véritable épreuve de force sociale assumée. Mais cela n'implique pas que nous soyons agnostiques dans les débats qui divisent le mouvement syndical et la gauche politique.

Le retrait du projet de loi est une question décisive sur laquelle l'intersyndicale n'est jamais parvenue à s'entendre. C'est pourtant l'ensemble de la logique régressive du projet qu'il faut combattre et non pas se situer dans une logique d'amendements. Une chose est de considérer que le mouvement social et les partis doivent proposer des alternatives mais au nom de quoi cela s'oppose à un rejet complet de la contre-réforme en cours ? Cela ne peut être compris que comme une faiblesse du mouvement face à un pouvoir déterminé.

Se battre pour retirer ce projet, c'est considérer la question des retraites comme une question de répartition des richesses et pas comme une question démographique et donc s'opposer à toute remise en cause de la retraite à 60 ans. Directement, via le passage à 62 et 67 ans, indirectement comme le propose le PS en défendant l'augmentation du nombre d'annuités à 41,5 ce qui, de fait, ruine l'idée de défendre la retraite à 60 ans. Ne dira-t-on jamais assez le coût pour les salariés du refus du gouvernement Jospin d'abroger la loi Balladur de 1993 ? Les 17% (!) du PIB consacré au profit et accaparés par une minorité peuvent être amputés pour financer les retraites.

Enfin, dans un autre registre, nous sommes surpris par l'insistance de Jean-Luc Mélenchon à défendre la perspective immédiate d'un référendum. La proposition apparaît pour le moins décalée, extérieure au mouvement, en pleine dynamique de mobilisation, tandis que certains secteurs réfléchissent à une grève reconductible. Quand chacunE comprend que le rapport de forces est à construire dans la rue... on donne une perspective institutionnelle alors que l'épreuve de force sociale est encore devant nous ! Il faut combattre tous les jours cette idée que, finalement en 2012, dans les urnes, on aurait la peau de cette réforme de retraite alors que c'est maintenant que tout se joue.

Voilà l'enjeu : une exigence d'unité, mille fois oui, mais en même temps, la nécessité de développer des perspectives anticapitalistes indépendantes.

Pierre-François Grond



LOI BESSON **Loi (très) raciste !**

Le projet de loi Besson s'inscrit à la suite du discours raciste et sécuritaire de Sarkozy à Grenoble cet été. Notre riposte doit être à la hauteur.

À partir du 28 septembre, le nouveau projet de loi Besson «immigration, intégration et nationalité» va être discuté au Parlement, alors que l'encre des précédentes lois sur l'immigration est à peine sèche (la cinquième en sept ans). En commission parlementaire, le député Mariani (celui qui avait proposé l'amendement sur les tests ADN il y a trois ans) a encore durci le projet avec l'amendement sur le «bannissement» obligatoire des étrangers qui ne quitteraient pas le territoire après la notification de leur expulsion. Cet amendement sans précédent symbolise un ensemble de mesures toutes plus «dégueulasses» les unes que les autres.

La commission parlementaire a ainsi validé la mesure de «déchéance» de la nationalité pour les Français naturalisés ayant tué un gendarme ou un policier. C'est un arsenal supplémentaire pour faire tourner à plein la machine à expulser. Des «zones d'attentes temporaires», dérogoires à la loi sur les centres de rétention, pourront être créées pour tout

regroupement de dix étrangers en situation irrégulière. Le texte initial appelait «groupe» tout ensemble d'au moins deux étrangers... Comme le dénonce une militante de RESF, «avec cette loi Besson, n'importe quel endroit pourra devenir un centre de rétention, sans juge et dans des conditions indignes». Une fois de plus, cette loi veut transformer les immigrés en boucs émissaires. Soigner les étrangers a un coût «dérisonnable au système de santé français» selon Mariani. Conclusion, expulsions les étrangers même s'ils sont en cours de traitement contre le cancer, le sida ou la tuberculose. Cela revient à les renvoyer à une mort certaine dans des pays où seule une minorité très fortunée a accès à ces traitements. Pourtant, le coût de cette mesure est aujourd'hui marginal. En 2008, 4894 titres de séjours provisoires pour raison médicale ont été délivrés, soit 20% de moins qu'en 2004.

Cette loi vise à renforcer les pires préjugés sur les immigrés qui seraient par nature «menteurs» avec les nouvelles

mesures sur les fameux «mariages gris». Un étranger qui aurait «abusé» son conjoint français en se mariant pour obtenir un titre de séjour sera puni de sept ans d'emprisonnement et de 30000 euros d'amende. Mariani a également proposé un autre amendement, adopté par la commission, qui montre pour qui est faite cette loi. Alors qu'il durcit toutes les mesures pour les étrangers, il assouplit considérablement les mesures contre les patrons qui emploient des sans-papiers. Il leur suffira d'invoquer leur «bonne foi» en cas d'embauche de travailleurs sans papiers pour éviter les poursuites. Pour attaquer pénalement les patrons, il faudra d'abord apporter la preuve que l'embauche est volontaire. C'est un cadeau énorme. Le gouvernement était d'ailleurs contre cet amendement car cela paraît tellement gros qu'il risque de choquer. Face à cette attaque sans précédent depuis le régime de Vichy, il faut réagir. Une première mobilisation importante s'est tenue le 4 septembre. Il faut une suite, mais laquelle ?

Certains à gauche pensent qu'il faut construire un arc républicain face à Sarkozy, qui serait devenu quasiment fasciste. C'est le sens de l'appel lancé par SOS racisme et Libération, «Touche pas à ma Nation» (appel soutenu par le vice-président du Modem, BHL mais aussi par Pierre Laurent du PCF, Clémentine Autain...). Le NPA ne s'associe pas à cette initiative qui risque de désorienter le mouvement et de le réduire à la seule perspective de voter contre Sarkozy en 2012. Nous serons dans la rue contre cette loi parce qu'elle est injuste, raciste et sécuritaire. Plus que jamais, il y a urgence à construire un vaste mouvement unitaire d'opposition au racisme. C'est avec les syndicats, les associations, l'ensemble du mouvement ouvrier que la gauche pourra gagner, en organisant la résistance sociale et politique, non en essayant d'attirer des personnalités de droite dans un improbable front républicain.

Antoine Boulangé

ENFIN UN ESPOIR DE PAIX AU PROCHE ORIENT



ISRAËL-PALESTINE **De fausses négociations pour une vraie victoire israélienne**

*Nouvelle pièce du puzzle stratégique israélien, les négociations israélo-palestiniennes ne déboucheront sur aucune reconnaissance effective des droits palestiniens.*

En démarrant, le 2 septembre, une série de rencontres avec l'Autorité palestinienne, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a obtenu ce qu'il voulait: des «négociations» avec ses conditions préalables, notamment la poursuite de la colonisation en Cisjordanie et à Jérusalem-Est. Pendant ces pourparlers, sur le terrain rien ne change ou pas grand chose. Le moratoire décidé fin novembre 2009 ne concerne que de nouvelles implantations mais pas les milliers de chantiers engagés auparavant. Les destructions des maisons palestiniennes dans la vallée du Jourdain ou le Néguev se poursuivent. En pleine «négociation», les autorités israéliennes ont délivré 42 autorisations de destruction dans le nord de la vallée du Jourdain. Et le pouvoir israélien ne s'en cache pas. Le ministre des Affaires étrangères d'extrême droite, Avigdor Lieberman, a déclaré cyniquement que ces rencontres étaient un événement «festif». Il peut en effet se réjouir de cette mise en scène permettant à Israël d'engranger les fruits de la politique du fait accompli tout en avançant sur le projet d'un État juif ethniquement pur, qui entraînerait de facto

le transfert des Palestiniens citoyens d'Israël et le déni du droit au retour pour les réfugiés. Du côté de l'Autorité palestinienne (AP), personne n'ose dire que ces rencontres sont sources d'espoir. La duperie a des limites que les renoncements successifs du président de l'Autorité, Mahmoud Abbas, ont atteint. Ce dernier a déclaré qu'il devait poursuivre les négociations, même si les chances de réussite étaient de 1%. Cet entêtement n'est pas de la naïveté, mais le résultat de sa politique. Son pouvoir est conditionné à la manne internationale finançant les 160 000 salaires de l'AP. Mais c'est surtout la stratégie de soumission aux impératifs sécuritaires des États-Unis et d'Israël qui conduisent l'AP dans l'impasse de ces négociations avec renoncements. En réprimant toutes les formes de résistance et l'opposition aux négociations, Abbas travaille à réduire le champ des possibles stratégiques au seul jeu de pseudo-négociations sans rapport de forces préalable. Les États-Unis, l'Égypte et la Jordanie, autres acteurs de cette mauvaise comédie, ne sont pas plus crédibles. Obama cherche à gagner du temps et à redorer son blason

sur la scène internationale à défaut de répondre à la crise économique de son pays. Les gouvernements égyptien et jordanien veulent donner l'illusion de leur capacité à travailler pour les droits des Palestiniens. Les élections auxquelles ces trois pouvoirs seront confrontés dans les semaines qui viennent expliquent leurs comportements fausement candides. Mais un autre objectif mobilise les États-Unis et leurs alliés. Le concert de louanges sur les pourparlers actuels permet d'engager une période de gestion du cas palestinien, sans rien céder sur leurs droits, afin de libérer l'horizon du côté de l'Iran. Cette mascarade est au final une victoire pour Israël. Elle lui permet de poursuivre son expansion coloniale ainsi que son travail de sape préparant l'instauration d'un État exclusivement juif. Elle permet également l'amélioration de l'image d'un État que son acte de piraterie contre la flottille pour la liberté et la campagne internationale BDS ont sensiblement écornée. Elle prépare enfin le terrain au programme prioritaire de Tel-Aviv: s'attaquer à l'Iran et ses alliés.

**Julien Rivoire**

NIGER

**Otages d'intérêts politico-financiers**

J eudi 16 septembre, six salariés de Sogea-Satom, filiale du groupe Vinci, et un salarié d'Areva ont été enlevés à Arlit, au nord du Niger. Cinq d'entre eux sont français. L'enlèvement aurait été commandité par un des groupes islamistes opérant dans le Sahel et se revendiquant d'Al-Qaïda, peut-être celui qui a enlevé Michel Germaneau, exécuté cet été à la suite d'une opération militaire franco-mauritanienne ratée. Si ce scénario est confirmé, il faut y lire une intention délibérée de frapper la France au cœur de ses intérêts économiques stratégiques sur le continent africain. C'est en effet du Niger qu'est extrait par Areva le tiers de sa production mondiale d'uranium, proportion qui doit encore progresser avec l'ouverture prochaine du gisement géant d'Imouraren. S'il y a peu de risque de voir la multinationale, dont l'État français est le premier actionnaire, renoncer à une exploitation aussi rentable que dangereuse pour les populations locales, on va en revanche assister à une remilitarisation de la présence française dans les pays de la zone sahélienne. Depuis plusieurs mois déjà, les forces françaises du commandement des opérations spéciales (COS) ont renforcé leur coopération avec la Mauritanie et le Mali pour ne pas lâcher du terrain face aux forces spéciales américaines, engagées depuis plusieurs années dans des programmes de formation et des exercices militaires grandeur nature avec les armées de la région, au nom de la lutte anti-terroriste mais visant en fait à préparer le terrain à d'éventuelles interventions. L'armée mauritanienne, bien qu'elle nie à nouveau tout lien entre la prise d'otages et sa récente intervention militaire au Mali contre Al-Qaïda, confirme son rôle de supplétive de l'armée française, depuis le putsch du colonel Abel-Aziz qui a eu les faveurs de l'Élysée. Cette fois-ci, les forces spéciales françaises qui les encadrent sont restées plus discrètes ou se sont tenues à l'écart des combats. Des élus maliens ont également dénoncé des bavures, un véhicule civil ayant été pris pour cible par erreur par l'aviation mauritanienne, tuant une fillette et sa mère et blessant plusieurs personnes.

80 militaires français ont pris position au Niger, officiellement pour n'effectuer que des vols de reconnaissance et apporter un «soutien technique» à l'armée nigérienne. Mais le porte-parole du gouvernement n'a pas exclu la possibilité d'une intervention militaire française. S'il est de plus en plus clair que la question du terrorisme va devenir centrale dans le discours visant à relégitimer la présence militaire française en Afrique, l'efficacité réelle en la matière reste à démontrer, comme l'a montré l'affaire Germaneau. À l'inverse, il faut craindre que ces interventions donnent aux groupes sahéliens qui se revendiquent d'Al-Qaïda le moyen d'accroître leur légitimité aux yeux des populations locales sous couvert d'anti-impérialisme, comme cela s'est produit avec les talibans en Afghanistan ou les shebabs en Somalie.

**Robin Guébois**

**en bref...**

**Liberté pour Maxim et Alexei!** Le 19 septembre à Paris, des militants antifascistes du Scalp sont intervenus lors de la projection au Forum des images, dans le cadre du festival sur le cinéma russe, du film *le Cavalier de la Mort*, de Karen Chakhnazarov, en signe de solidarité avec Maxim Solopov et Alexei Gaskarov, deux jeunes russes emprisonnés depuis plus d'un mois pour leur engagement antifasciste. Les manifestants ont distribué un tract intitulé «*en Russie, la répression, c'est pas du cinéma!*» et ont interpellé le public au moment où, dans de nombreuses villes de Russie, d'Europe et d'ailleurs, des gens manifestaient leur solidarité avec ceux qu'on appelle désormais les otages de Khimki. En France, pour le NPA, Olivier Besancenot a assuré son soutien: «*Tout a été tenté pour empêcher les manifestations croissantes de l'opinion publique*

*et les actions de protestation: le recours à des militants d'extrême droite pour disperser les piquets des écologistes et des habitants de la ville; les interpellations illégales des journalistes locaux; les actions d'intimidation et d'agression contre des rédacteurs de journaux locaux, l'assassinat du metteur en pages de La Concorde civile Sergueï Protazanov. [...] C'est pourquoi nous sommes inquiets. Alekseï Gaskarov et Maxime Solopov doivent être libérés et la répression contre tous les défenseurs des droits sociaux, des libertés et de l'environnement doit cesser.*» Cet été à Khimki, un large mouvement d'opposition s'est élevé contre un projet d'autoroute entaché de corruption, auquel une entreprise française, Vinci, s'est associée (lire *Tout est à nous!* n°68). Pour construire cette autoroute, il fallait détruire la forêt de Khimki. Des écologistes et des

antifascistes se sont installés dans la forêt au mois de juillet pour s'opposer au projet. Ils ont été attaqués par des néonazis engagés par l'entreprise chargée d'abattre les arbres. La police a regardé les néonazis tabasser les opposants au projet, sans intervenir, puis elle a interpellé ces derniers. Face à cela, une manifestation a dénoncé symboliquement la collusion entre les autorités locales, les néonazis et la police. Maxim et Alexei ont ainsi été arrêtés en représailles par la police, non pour ce qu'ils auraient fait mais pour ce qu'ils sont: des antifascistes qui assument leur engagement et refusent de nier que c'est le nationalisme du gouvernement russe qui donne des ailes à l'extrême droite.

**Chili: indiens mapuches en danger de mort.** Pendant que la fête du bicentenaire bat son plein

et que les caméras mondiales sont braquées sur les 32 mineurs chiliens bloqués dans leur mine, 34 prisonniers politiques mapuches risquent de mourir. Il sont en grève de la faim depuis le 12 juillet et ont perdu entre 15 et 18 kg. Ils se battent contre les lois antiterroristes, héritées de la dictature Pinochet, et contre l'occupation de leurs territoires par l'armée chilienne. Les indiens mapuches ont résisté à la conquête espagnole et ont réussi à garder leur autonomie durant 260 ans jusqu'à ce que l'État chilien les massacre, occupe la grande majorité de leurs territoires et les confine dans des réserves. Aujourd'hui, ils se battent récupérer ces territoires spoliés par des multinationales forestières, leur «terre mère». Ils sont qualifiés de «terroristes» et des lois spécifiques permettent de les arrêter sans motif.

# Extrêmes droites : contre les « voleurs »

**A** lors que le congrès du FN approche, l'objectif de Sarkozy, aux commandes d'une droite qui se fissure, reste de prendre les voix de l'extrême droite sans, laisse-t-il entendre, s'aligner sur elle. Pourtant, de lois liberticides et sécuritaires en projets antisociaux, de réformes judiciaires toujours plus arbitraires en réforme de la nationalité, le pompier-pyromane de l'Élysée pioche dans la boîte à idées des extrêmes droites. Il crée les conditions d'un retour de celles-ci au centre de la vie politique française.

Radiographie des organisations d'extrême droite en embuscade.



## Le pôle « national-patriotique »

Les douze années de conflits, de scissions et de spéculations liées à la succession de Jean-Marie Le Pen à la présidence du parti de la « préférence nationale » verront leur terme les 15 et 16 janvier 2011 à Tours. Les militants du Front national devront choisir qui, de Marine Le Pen ou de Bruno Gollnisch, sera leur nouveau chef. Les deux concurrents ont révélé leurs ambitions.



Pour Marine Le Pen, il s'agit de « faire du FN, une machine de guerre à la conquête du pouvoir », « de fédérer les énergies militantes pour une révolution pacifique



et démocratique ». Lors de sa conférence de presse du 1<sup>er</sup> septembre, elle présentait l'essentiel du dispositif politico-organisationnel élaboré dans cet objectif (réamortir l'implantation locale, associative et syndicale; formation des cadres; actions thématiques à l'automne; activation du think tank « Idées Nations », relance d'un conseil scientifique et d'une maison d'édition; préparation des cantonales de 2011, des échéances de 2012...).

De son côté, Bruno Gollnisch, lors de sa déclaration de candidature, le 16 septembre, a développé les axes et revendica-

tions qui constituent son « programme de sursaut national ». Sur cette base, il appelle « ses camarades du Front national, puis tous ceux qui, de la droite sociale à la gauche patriotique, ont récusé en 2005 le projet euro-mondialiste de Constitution » à le rejoindre pour « la renaissance de la France [...] à la portée des militants nationaux ».

Ainsi, durant le trimestre à venir, Bruno Gollnisch et Marine Le Pen (ou leurs lieutenants) que, du propre aveu de la benjamine Le Pen, peu de choses différencient sur le fond, parcourront la France pour gagner les suffrages des militants et faire que cette campagne interne occupe l'espace médiatique.

## Le pôle « droite nationale »

Si la succession de Jean-Marie Le Pen occupe les esprits au sein du Front national, elle monopolise également, depuis de nombreuses années, l'attention des cadres dissidents du FN.

Ainsi, la droite nationale et identitaire regroupe plusieurs mouvements et partis politiques qui ont en commun une fervente rancœur à l'encontre de Jean-Marie Le Pen et aux prétendus renoncements de Marine Le Pen, aujourd'hui.

Naguère candidats à la succession du « menhir » au sein du FN, tous dénoncent aujourd'hui une succession truquée qui verra la victoire de Marine Le Pen et de sa ligne de « rénovation du FN » considérée comme un alignement sur les valeurs de l'UMP.

Partant de ce constat, des groupes se posent en alternative à la « présidence Marine Le Pen » : le microscopique Mouvement national républicain (MNR) désormais dirigé par Annick Martin, issue de la scission frontiste significative de 1998 conduite par Bruno Mégret; la Nouvelle droite populaire (NDP) de Robert Spieler et Roland Hélie; le Parti de la France (PDF) de Carl Lang. Dans cette optique, un « Comité de liaison de la résistance nationale » a vu le jour le 5 juillet 2010.

Dans ce comité, certains courants au sein de chaque formation préserve son autonomie - les catholiques traditionalistes de

Bernard Antony au PDF, les païens de Pierre Vial à la NDP. Mais tous se préparent « au lendemain du congrès du FN, à accueillir à bras ouverts [...] les militants et les cadres sincères qui, en cas de victoire de Marine Le Pen, ne se retrouveraient plus dans un mouvement édulcoré de ses fondamentaux. »

Ces trois formations « croupions » (MNR, PDF, NDP) consolident, par ce dispositif, leurs précédentes alliances électorales. Après des campagnes menées conjointement lors des européennes de 2009 et des régionales de 2010 où il s'agissait d'appeler à un « référendum contre l'immigration et l'islamisation », ce comité se positionne dans la perspective de 2012.

Les thèmes communs ne manquent pas : « refus de l'immigration extra-européenne et de l'islamisation »; défense des identités française, régionale et européenne; préférence nationale; protectionnisme économique; « réhabilitation des valeurs familiales. » Mais les stratégies semblent différer. Ainsi, la présence d'un cortège NDP, lors de la manifestation du 9 mai 2010, au côté de l'ex-skinhead Serge « Batskin » Ayoub, tente de coordonner une mouvance « nationalistes-autonomes » émergente, suggère une stratégie, chez certains, articulant vitrine électorale et activisme violent faisant écho aux pratiques des années 1970.

## Le pôle

Il est essentiellement r...  
sociation déposée en m...  
todidacte prétendument  
Soral : Égalité et recon...  
Ce pôle, à la prétention...  
pour objectif de faire co...  
du travail et la droite...  
créer les conditions d...  
fraction du patronat et...  
la « gauche bo-bo », la «...  
et les « atlanto-sionistes...  
la Nation (et de la Répu...  
il ne s'agit que d'une...  
mulation contemporaine...  
socialisme et du nation...  
Valois, une forme de fa...  
Depuis sa création, ce «...  
(dixit son ex-secréta...  
George), de quelque...  
membres, dont l'ambit...  
sur l'orientation du...  
impostures et tente p...  
gagner les populations...  
gration aux vieilles ren...  
droite (le levier antisém...  
important). Il est aidé e...  
vidus-relais, membre...  
confessionnelles conser...  
Ce mouvement assimil...  
nialiste francophone

# se remobiliser « voleurs d'avenir »



## Le pôle « républicain-identitaire »

Le Bloc identitaire est devenu un parti politique, lors de sa convention d'octobre 2009 à Orange (Vaucluse) qui réunissait plus de 600 militants, en quête de respectabilité.

Durant les années 2000, les Identitaires se sont construits sur une stratégie de coups médiatiques (les « soupes au cochon », un temps interdites), dont le dernier en date est l'« apéro saucisson pinard » du 18 juin, fruit d'une association, hypothétiquement durable, avec les souverainistes de Riposte laïque.

Autre volet de leur stratégie : une volonté de « reconquête culturelle » qui précéderait et accompagnerait la conquête du pouvoir politique. Ce « gramscisme de droite », théorisé par la Nouvelle Droite, se traduit par la création de différentes associations périphériques (Novopress, Solidarité Kosovo, Comité d'entraide aux prisonniers européens...); par l'intervention sur des terrains traditionnellement considérés comme peu politiques (implantation dans les « Kops » de supporters à Nice et à Paris); par l'ouverture, sur le modèle des centres sociaux italiens (les Identitaires entretiennent des liens étroits avec la Ligue du Nord) de « maisons identitaires » (la Maïoune à Nice et, récemment, Ty-Breizh en Bretagne) signes d'une volonté d'insertion locale banalisant leur présence et leurs idées au travers d'un mouvement social « alternatif ».

Leur structuration en organisations régionales (Jeune Bretagne, Projet Apache, Nissa Rebel, Rebeyne, Alsace D'abord...), sortes de « filiale » des Jeunesses identi-

taires, illustre une orientation basée sur la « défense des identités » (régionales, française, européenne), la dénonciation d'un « racisme anti-blanc » et un discours différentialiste qui vise les populations issues de l'immigration extra-européenne, particulièrement musulmanes.

La stratégie « attrape-tout » (dénonciation des politiques libérales et sécuritaires, appropriation de l'écologie, références à la Commune de Paris...) ainsi que des modes d'actions radicaux (les Identitaires sont souvent impliqués dans des actes de violence) expliquent l'attrait qu'exerce cette mouvance sur certaines franges de la jeunesse.

Si le passage au terrain électoral s'est révélé peu fructueux en 2007 et 2008, les listes présentées et soutenues par les identitaires ont obtenu, lors des régionales de 2010, des scores non négligeables (Alsace d'abord a frôlé les 5%), et ont confirmé l'implantation et le développement d'un courant d'extrême droite alternatif au FN. Bien qu'idéologiquement certains obstacles subsistent, certains signes laissent penser que les rapports entre le FN et les Identitaires, parfois violents (affrontements physiques à Nice en 2008), pourraient sérieusement s'améliorer, favorisés par la présidence Marine Le Pen. L'avenir dira si l'annonce récente d'une candidature du Bloc identitaire à la présidentielle de 2012 doit être interprété comme l'ancrage d'un pôle concurrent au FN ou comme la garantie d'un ralliement « au meilleur prix » de l'organisation identitaire.

## « national-républicain »

représenté par l'as-  
mars 2007 par l'au-  
ant marxiste, Alain  
iliation.

n « antisystème », a  
nverger « la gauche  
e des valeurs », de  
e l'alliance d'une  
du salariat contre  
droite bling-bling »  
s » dans l'intérêt de  
ublique). En réalité,  
tentative de reforme  
me de l'union de  
nalisme de George  
scisme.

« fan club » soralien  
ire général Marc  
es centaines de  
ion reste de peser  
FN, multiplie les  
prioritairement de  
issues de l'immig-  
gaines de l'extrême  
nité y joue un rôle  
n cela par des indi-  
es d'associations  
rvatrices.

ationiste, néocolo-  
(il existe des

antennes E&R en Suisse et en Belgique),  
pro-Poutine, opposé à la régularisation  
des sans-papiers, partisan de « l'immigra-  
tion zéro », a multiplié les tentatives de  
dévoilement du soutien à la cause palesti-  
nienne. La plus connue étant sa participa-  
tion active à la liste prétendument « anti-  
sioniste » de Dieudonné lors des élections  
européennes de 2009.

E&R est contre le droit à l'IVG comme en  
atteste sa présence à la « marche pour la  
vie » de janvier 2010.

En mars 2010, l'association tenait son  
assemblée générale qui fut mouvementée.  
En effet, le président Soral, soucieux de  
ne pas insulter l'avenir quant aux rap-  
ports souvent conflictuels d'E&R avec la  
nouvelle présidence frontiste, décida de  
purger l'association de plusieurs de ses  
cadres. Certains souhaitaient qu'E&R se  
transforme en parti. D'autres affichaient  
publiquement leur soutien à Bruno Goll-  
nisch (Marc George le fit bruyamment  
dans l'hebdomadaire *Rivarol*).

Depuis cette reprise en main, E&R déve-  
loppe le mot d'ordre de « chavisme à la  
française » dont on voit mal l'orientation  
concrète qu'il implique pour les mois à  
venir... au-delà de la confusion idéolo-  
gique qu'il distille.

**E**n janvier prochain, un nouveau cycle s'ouvre pour  
l'extrême droite française. Un cycle où le Front  
national retrouve une audience significative  
parmi les déçus du sarkozysme, dans la jeunesse et les  
couches populaires. Un cycle où les organisations à sa  
marge poursuivent leur patient travail de construction.  
Un cycle où la gauche politique, sociale et associative  
doit retrouver la voie de la mobilisation face aux  
multiples visages des « voleurs d'avenir ».

### POUR EN SAVOIR PLUS :

*Les voleurs d'avenir – Pourquoi l'extrême droite peut avoir de beaux jours devant elle, René Monzat, éditions Textuel, collection La Discorde, 2004.*

*Les Extrêmes droites en France: de la traversée du désert à l'ascension du Front national, 1945-2008, Jean-Paul Gautier, Éd. Syllepse, 2009.*

*Le Front national, Toulouse, Éditions Milan, « Les essentiels », 1998*

*Le Pen, fille et père, Christiane Chombeau, éditions Panama, 2007*

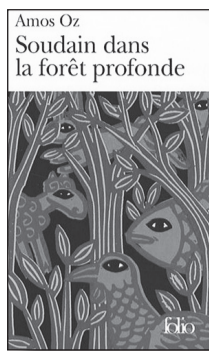
*À paraître : dossier extrême droite, Tout est à nous ! La revue n°15, novembre 2010*



<http://www.e-litige.com/actualites/recoushadopi.php>

E-litige est une association de défense des consommateurs sur Internet créée en novembre 2007.

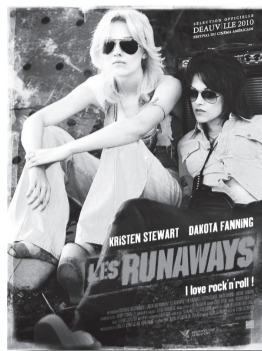
Ses contributeurs, consternés par l'approche judiciaire relative à l'application de la loi Hadopi, considèrent que la riposte graduée atteste d'une volonté très claire de nier les droits de la défense en développant une justice expéditive inacceptable. Ils ont alors décidé de mettre gratuitement à disposition des internautes, les premiers éléments d'argumentation et modèles de courriers, régulièrement mis à jour. Notez leur adresse, cela pourra toujours vous servir !



**LIVRES**  
**SOUDAIN DANS LA NUIT PROFONDE**

**Amos Oz**  
Folio, Gallimard/4,20 euros  
Il était une fois un village perdu au bout du monde, au milieu des montagnes et des forêts, sur lequel une ancienne tragédie pèse comme un cauchemar. En une nuit, tous les animaux ont disparu. Mais personne ou presque n'accepte d'en parler. Deux enfants, Maya et Matti, qui en ont assez des mensonges des adultes, décident de savoir ce qu'il s'est vraiment passé. Leur quête à travers la forêt et la montagne va les conduire jusque dans l'ancre du démon, où les attend une surprise de taille. Avec ce conte, par-delà les thèmes habituels de l'amitié, du courage, du rapport aux autres, Amos Oz aborde, à sa façon et de son point de vue, la question de l'absence, celle des Palestiniens victimes du nettoyage ethnique de la Palestine en 1948.

Henri Clément



**FILMS**  
**LES RUNAWAYS**

**Floria Sigismondi**  
Que demander à un film ? Peut-être d'abord de faire passer un bon moment, et de ce point de vue, *Les Runaways* donne pleinement satisfaction, comme le bon produit hollywoodien qu'il est. Rébellion adolescente, des guitares acérées, du sexe, de la drogue et aussi des histoires d'amitié dans l'adversité qui en font un excellent moment de rock'n'roll. Mais l'histoire vraie de ce groupe entièrement féminin des années 1970 permet aussi de réfléchir à la prise de contrôle de leur vie et de leur sexualité par de jeunes femmes et à la tension qui se crée avec la marchandisation de leur image par une industrie sans scrupules. Le mérite du film est de laisser pleinement voir l'ambiguïté du groupe, à la fois produit marketing et pionnier du punk féministe.

Sylvestre Jaffard



**EXPO**  
**MAXIMILIEN LUCE, NÉO-IMPRESSIONNISTE**

Musée des impressionnistes/Giverny  
Comme le rappellent cette rétrospective présentant une soixantaine d'œuvres (jusqu'au 31 octobre) et l'exposition de 150 dessins et études organisée par la galerie Peirce (4 rue Quentin-Bauchart, 75008 Paris, jusqu'au 2 octobre), les peintres néo-impressionnistes furent révolutionnaires à plus d'un titre, et anarchistes pour beaucoup. Le plus engagé d'entre eux, M. Luce (1858-1941), fils d'artisan parisien, jeune témoin de la Commune et d'abord graveur sur bois, prolongea le divisionnisme de Seurat et de Signac en l'appliquant à la vie sociale de son temps. S'il préfigura et inspira les travaux et les orientations des futuristes italiens, eux aussi libertaires à leurs débuts, il ne renia jamais quant à lui ses convictions de jeunesse, trempées dans le sang des Communards.

Gilles Bounoure

Maximilien Luce  
Collection particulière  
© ADAGP, Paris 2010



**DISQUES**  
**MAN NO DIE**

**Bola Johnson & His easy life top beats**  
Vampisoul/differ-ant  
Au même titre que Bob Marley occulte souvent dans les oreilles du commun des mortels l'immense richesse de la musique jamaïcaine, Fela a trop souvent tendance chez nous à cacher la formidable effervescence de la scène de Lagos (Nigeria) à la fin des années 1960 et au début des années 1970. Bola Johnson resta donc longtemps ce que les « collectionneurs » appellent entre eux un secret bien gardé. Heureusement des labels comme Soundway ou ici Vampisoul permettent désormais de découvrir sans avoir besoin de s'adonner aux coûteuses joies du « dig in the crates » (chiner dans les bacs à disques) les productions de ce facétieux personnage et de son orchestre. Du Highlife à l'afro-soul, ce sont les bases de l'afro-beat qui sont ici posées avec ce glissement de plus en plus accentué vers un funk abrasif et décolonisé.

King Martov

**Docu**

**WATER MAKES MONEY**  
**ENTRETIEN AVEC LESLIE FRANKE ET HERLADOR LORENZ**

Rencontre avec les réalisateurs allemands du film dont la première a lieu le 23 septembre.

**Pourquoi avez-vous choisi de faire un documentaire sur ce sujet ?**

Nous avons déjà réalisé deux films sur l'eau et sa privatisation, *L'Or bleu du paradis* et *Eau publique à vendre*, dans lesquels nous avons montré les conséquences de la marchandisation de l'eau. Dans notre nouveau film, nous avons voulu montrer les leçons que Paris et d'autres communes françaises ont tirées de la domination de Veolia et Suez et comment elles ont réussi à reprendre l'eau en régie publique. De plus en plus de personnes dans le monde sont contre cette privatisation, mais ne savent pas que ce processus continue sous un nouveau nom : le partenariat public-privé.

**Quelle est la situation en Allemagne ?**

La multinationale française Veolia a réussi, par des participations dans les services des eaux de plus de 450 communes, à prendre la première place dans l'approvisionnement en eau potable et le traitement des eaux usées, à égalité avec Gelsenwasser. Les Allemands sont devenus sceptiques devant toute privatisation et spécialement concernant l'eau. Beaucoup de municipalités reprennent leur service de distribution. Mais pour soulager leurs finances, des maires privatisent secrètement leur service de l'eau.

**Comment avez-vous pu financer ce documentaire ?**

Nous avons lancé un large appel au soutien pour produire le film. Tous ceux qui le désiraient ont pu verser un minimum de 20 euros et ont reçu en remerciement une copie du film. Cela a très bien marché. L'avantage que nous en avons retiré dépasse le financement. Les gens qui ont donné pour ce film s'en considèrent en partie propriétaires et beaucoup d'entre eux ont organisé dans leurs villes ou villages des diffusions publiques.

**Quelle analyse faites-vous du développement de la marchandisation de l'eau depuis vos premiers films ?**

Au début des années 1990, beaucoup de gens pensaient que la privatisation de l'eau pouvait apporter quelque chose de bon. Aujourd'hui, la situation a totalement changé et très peu de gens défendent ouvertement la privatisation. Mais maintenant nous sommes devant le danger de ces « partenariats public-privé ».

Propos recueillis par Thibault Blondin

Le film sera diffusé le 23 septembre à Paris, Ivry-sur-Seine, Saint-Ouen, Bagnolet et les jours suivants dans plusieurs autres villes partout dans le monde. Il sortira en DVD en novembre 2010.

**MÉDIAS Affaire Woerth-Bettencourt-Sarkozy ou comment on malmène la liberté d'informer**

Lundi 13 septembre, nouvelle déflagration dans l'affaire Woerth-Bettencourt-Sarkozy<sup>1</sup>. Le Monde annonce en Une qu'il va déposer une plainte contre X pour violation du secret des sources.

Le Monde nous apprend que les services de contre-espionnage (DCRI) ont été mis à contribution, le 18 juillet, pour identifier un informateur du quotidien. Grâce à lui, le journal avait publié les auditions de Patrick de Maistre, le gestionnaire désormais célèbre de la fortune Bettencourt. Par ailleurs, le contre-espionnage français est remonté jusqu'à un certain David Sénat, magistrat collaborateur d'Alliot-Marie, grâce au listing de ses appels téléphoniques dans lequel apparaissait Gérard Davet, journaliste au quotidien du soir.

Si les affaires d'État ne sont pas l'apanage de la droite (on se rappellera, entre autres scandales, celle des écoutes téléphoniques sous Mitterrand), cette affaire signale la fébrilité du pouvoir dans un moment de crise politique et économique. Depuis que le site internet Mediapart a mis en évidence la collusion directe entre Bettencourt et celui qui était il y a peu trésorier de l'UMP, à savoir Éric Woerth, les attaques n'ont pas cessé de la part de la majorité présidentielle contre tout journaliste affichant quelque velléité d'indépendance. La violence de ces invectives a été à la mesure de l'intensité des liens noués entre le pouvoir d'État, le grand capital et les médias dominants.

Ainsi Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP, avait pu parler cet été de « méthodes fascistes » pour évoquer les techniques d'investigation de Mediapart. De même Christian Estrosi, ministre de l'Industrie et des délocalisations heureuses, avait dénoncé un « site qui rappelle une certaine presse des années 30 ». Nadine

si le patron de la DCRI le conteste, il y a tout lieu de penser que c'est Sarkozy lui-même qui a demandé au contre-espionnage d'enquêter sur le Monde. Si personne ne confirme l'implication d'un membre du cabinet d'Alliot-Marie dans cette affaire, la mutation à Cayenne de David Sénat n'est-elle pas un aveu implicite de son rôle dans l'affaire Woerth ? Outre les dissensions au sein de la bourgeoisie, cette affaire révèle le périmètre très restreint dans lequel la classe dominante tient la liberté de la presse.

**CHIENS DE GARDE**

En régime capitaliste, cette liberté s'arrête là où commencent les intérêts des puissants. Ainsi se ramène-t-elle le plus souvent à vanter les mérites des gouvernants, à organiser de fumeux « débats » où se répondent des interlocuteurs à peu près d'accord sur tout ou à noyer les enjeux dans l'insignifiance du divertissement généralisé et de faits divers faisant diversion. Et pour peu qu'un journaliste fasse son travail d'enquête, cette affaire donne à voir le traitement que lui réserve le pouvoir d'État : surveillance et diffamation.

Julien Sergère et Léo Carvalho

Depuis qu'est connue la contribution illégale apportée par L. Bettencourt au financement de la campagne présidentielle de Sarkozy, il n'est plus possible de parler simplement de « l'affaire Woerth ».



Morano, poétesse du Prince et secrétaire d'État à la Solidarité et à la Famille, avait découvert dans ce travail journalistique l'effet d'« une espèce de collusion médiatico-politico-trotskiste qui essaie de jeter en pâture l'honneur d'Éric Woerth ». Pourtant, si collusion il y a, c'est bien entre l'actuel président et ses proches amis que sont Bolloré, Lagardère, Bouygues ou Dassault, par ailleurs grands propriétaires de médias. Le pouvoir n'est donc pas au mieux depuis l'éclatement de cette affaire et, même



# HISTOIRE **Le Pout, une organisation marxiste antistalinienne dans la guerre d'Espagne**

Tout est à nous ! publiait la semaine dernière un hommage à Wilebaldo Solano, l'un des dirigeants du Pout, nous revenons dans ce numéro sur l'histoire de cette organisation.

**D**ans *Land and freedom*, le film de Ken Loach (1994), une jeune anglaise se rend compte après l'enterrement de son grand-père que celui-ci a combattu pendant la guerre d'Espagne dans les Brigades internationales et qu'il a appartenu au Pout. Une scène d'une grande intensité dramatique montre les soldats des Brigades internationales désarmer et arrêter leurs anciens compagnons du Pout, organisation qui vient d'être interdite par le gouvernement républicain. Il s'agit d'un des rares films qui rendent compte de l'histoire d'une organisation méconnue faite d'avoir laissé derrière elle une tradition dont elle serait directement issue. Le Pout a été en effet doublement vaincu, comme ces femmes antifascistes sommées par leurs camarades pendant la guerre d'Espagne de rendre les armes et de retourner aux fourneaux : à la fois par les franquistes, du fait de l'issue de la guerre, mais aussi par les stalinien qui les ont féroce ment réprimés alors même qu'ils menaient un combat commun contre le fascisme.

Le Pout est une organisation marxiste antistalinienne qui naît à Barcelone en septembre 1935 à partir de l'unification de deux partis issus de scissions du Parti communiste espagnol. Andreu Nin est son secrétaire général et Wilebaldo Solano, décédé en septembre, en dirigea l'organisation de jeunesse. S'il est antistalinien, ce parti n'est pas pour autant trotskiste. Nin a été proche de Trotsky mais il a rompu avec lui. Ce dernier a d'ailleurs toujours entretenu de fortes réserves vis-à-vis de la politique du Pout, même si la IV<sup>e</sup> Internationale a affirmé sa solidarité contre la répression. En 1936, le Pout compte environ 6 000 militants et Joaquin Maurin, l'un de ses principaux dirigeants, est notamment élu député au moment de la victoire du Front populaire. Quand la guerre civile éclate, Andreu Nin est ministre de la Justice dans le gouvernement de la généralité de Catalogne. Les effectifs du parti augmentent, passant à 30 000, et des milices sont constituées pour lutter contre les franquistes sur le front. Joaquin Maurin est d'ailleurs arrêté en essayant d'organiser l'insurrection dans des zones contrôlées par les franquistes.

Dans ce processus complexe qu'est la guerre civile, où l'insurrection antifranquiste se combine à une révolution sociale, le Pout soutient une collectivisation des terres. Son influence, et surtout celle des anarchistes de la CNT, inquiète fortement les stalinien qui forment les bataillons les plus importants de l'armée républicaine. La situation devient explosive au sein du camp antifranquiste, et les tensions



IMAGE TIRÉE DU FILM *LAND AND FREEDOM*

culminent en mai 1937 quand les stalinien qui dirigent la police tentent de s'emparer, à Barcelone, du central téléphonique contrôlé depuis le début de la guerre par la CNT. Celle-ci ne se laisse pas faire et un soulèvement populaire éclate contre ce coup de force. Les rues de Barcelone se couvrent de barricades. Les dirigeants de la CNT, dont certains participent au gouvernement, souhaitent calmer le jeu et appellent à déposer les armes, suivis dans ce sens par les dirigeants du Pout. Un bain de sang a été évité de justesse. Le Parti communiste espagnol et le gouvernement républicain sont cependant fermement décidés à se débarrasser des anarchistes et du Pout. Ces derniers, moins puissants, sont attaqués les premiers, accusés de trahison, de trotskisme et de complicité avec les franquistes. Le NKVD (services secrets soviétiques) produit de faux documents établissant la culpabilité du Pout, dont les dirigeants sont arrêtés. La milice du Pout est désarmée, de nombreux militants arrêtés. Andreu Nin est emprisonné et torturé à mort.

## EXIL EN FRANCE

Après la chute de Barcelone aux mains des franquistes, une partie des dirigeants du Pout parvient à s'échapper de prison et à passer en France où certains se rapprochent du Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) de Marceau Pivert. Ils ne sont pourtant pas au bout de leurs peines car le régime de Vichy condamne ceux qu'il parvient à arrêter à de lourdes peines de prison. Après guerre, les dirigeants du Pout tentent de maintenir une activité du parti en exil, mais le contexte de la guerre froide et le caractère durable du régime franquiste ne leur sont guère favorables.



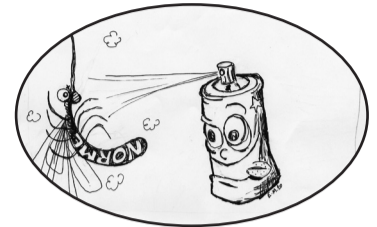
IMAGE TIRÉE DU FILM *LAND AND FREEDOM*

Les militants du Pout ont donc été doublement victimes, du franquisme et du stalinisme. Ils ont pourtant pris courageusement leur part du combat antifranquiste, puis, pour certains d'entre eux comme Wilebaldo Solano, de la résistance contre les nazis. Pour souligner l'inéptie des accusations mensongères mises en place par les stalinien, George Orwell décrivait en annexe de son ouvrage *Hommage à la Catalogne* comment la calomnie et la répression avaient remplacé le débat politique : « C'est comme si au milieu d'un tournoi d'échecs, l'un des compétiteurs se mettait soudain à crier que l'autre est coupable de crime d'incendie ou de bigamie. »

**Sylvain Pattieu**

1. Lire *Tout est à nous !* n°69

## Normicides



**C**es derniers temps, les coiffes des femmes font couler beaucoup d'encre. Tant d'écho médiatique, tant de réactions passionnées, ça sent la norme à plein nez et les serial norm killers s'en frottent les mains.

Bien sûr, on aurait pu parler du débat sur l'« identité nationale », grande opération de production de normes chauvines, ou de l'universalisme républicain conquérant qui prétend imposer ses normes à toutE unE chacunE. On aurait pu s'attaquer aux Églises et aux clergés, qui menacent de punition aussi divine qu'éternelle ceux qui osent résister à leurs normes.

Mais les serial norm killers refusent de sombrer dans la facilité et sont plus ambitieux. Ils traquent la norme furtive, celle qui se cache derrière une profusion de leurres grossiers. Et avant tout, une femme se doit d'avoir des cheveux. Bruce Willis a sauvé quelques chauves de la ringardise, mais ce n'est pas le cas de Demy Moore ou de Sinead O Connor qui ont fait peu d'émules avec leur crâne rasé.

Et quel que soit l'âge, les cheveux féminins doivent rester colorés.

Les cheveux blancs apparaissant en général vers 30 ans, où disparaissent-ils chez les femmes ? Et hop sous la teinture ! Ainsi voit-on apparaître des bataillons de femmes arborant le cheveu châtain, cuivré, blond parfois et même mauve, du plus merveilleux effet.

On s'attaque là à une norme d'élite, aussi invisible que les cheveux blancs eux-mêmes, puisant sa force dans des méta-normes parmi les plus ancrées : jeunisme et injonction de séduction. Pour y résister, il faut être un homme, un vrai, celui que n'effraie pas le rôle de vieux beau, se posant en dominant grâce à son âge voire son argent (ou sa promesse qui miroite dans cette crinière « argentée »).

George Clooney, sors de ce corps !

*CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Si en plus tu as adapté le piège à ours à cette nouvelle chasse ou inventé un nouveau miroir aux alouettes, contacte la rédaction de Tout est à nous ! qui se chargera de sa (re)production à grande échelle. Toi aussi deviens unE serial norm killer-euse.*

## courrier

pour nous écrire ou prendre contact : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

**Faites gaffe ! F.C. (mail) :** Dans un article consacré à la jeunesse, on peut lire : « En dessous de 25 ans, les jeunes sont exclus de tous les dispositifs d'aide sociale. Même s'ils ont travaillé, ils n'ont pas le droit aux allocations chômage. »

Je travaille en Mission locale comme conseiller en insertion professionnelle (je sais, c'est pas top, mais on fait ce qu'on peut !), et des aides il en existe (Fonds d'aide aux jeunes) et tous les jeunes que j'accompagne qui ont suffisamment cotisé touchent des allocations chômage (certes à des niveaux ridicules et scandaleux par exemple dans le cas des apprentis, mais quand même). On pourrait plutôt parler du scandale des « contrats-jeunes » modernes, des formations bouche-trou, mais certainement pas de l'absence d'aide ou d'allocs !

D'une manière générale, cet article mixe (me

semble-t-il) « jeunes étudiants » et « jeunes non étudiants », c'est dommage, réducteur, et amène parfois (donc) à des bourdes...

**Rectificatif. J.-M.B. (Saint-Denis) :** Le site du NPA et le journal publient pour accompagner un article sur la mort de Solano, dirigeant du Pout, une photo représentant Andreu Nin avec lui. La signature : DR. Or elle ne tombe pas du ciel. Elle a été prise par Agusti Centelles, lui-même photographe proche du Pout. C'est lui qui a fait la seule photo représentant George Orwell dans une milice du Pout dépassant du fait de sa grande taille tous les autres engagés. Il a photographié de nombreux meetings du Pout. Les photos qu'il a faites alors sont restées cachées jusqu'en 1975 près de Carcassonne. Après la mort de Franco, elles ont été redécouvertes et publiées. Une exposition

a eu lieu à Paris en 2009. Le retour sur l'histoire de la guerre d'Espagne, sur celle du Pout, organisation avec laquelle nous avons la plus grande solidarité, mérite de se souvenir aussi d'Agusti Centelles et de lui attribuer les photos dont il est l'auteur et qui nous sont parvenues malgré les fascistes et les stalinien.

**Voile. J.-P.S. (mail) :** Pour un gouvernement, il ne fait pas bon légiférer sur le vêtement. C'est le 23 mars 1776 qu'en Espagne une émeute populaire (avec morts et blessés) éclata contre un décret du ministre Esquilache qui prétendait interdire la longue cape et le chapeau à larges bords, car on accusait les mauvais garçons de s'y dissimuler. Le pouvoir dut reculer, abroger ces mesures, et Esquilache fut congédié. L'interdiction de la burqa en France n'entraînera pas d'émeutes ni de chute

du gouvernement, mais on a envie de dire aux responsables politiques « lâchez-nous la grappe » ! Laissez-nous nous habiller comme bon nous semble. Et ce ne sont pas quelques centaines de femmes voilées intégralement qui mettent en danger la République. Mais quand on construit comme vous le NPA, une organisation qui a pour ambition – justifiée – de révolutionner la société, on se doit non seulement de protester contre les mesures liberticides, mais aussi d'esquisser – même à grands traits – la société future... et de dire, haut et fort, que celle-ci n'entraînera pas l'enfermement de la femme dans une prison de tissu, n'abrogera pas le mélange des sexes dans la rue ! Mes encouragements pour la nouvelle formule du journal qui semble bien partie.

## Besançon : le CDR organise un pot de départ en retraite pour l'UMP.



Le 15 septembre, alors que l'intersyndicale faisait signer une lettre aux députés, le comité de défense des retraites (CDR) avait choisi d'inviter la population à un pot pour le départ à la retraite de l'UMP, considérant que le parti présidentiel était usé par le travail dégradé, conduit ces trois dernières années. Les rapports épuisants du ministre Woertz avec Mme Bettencourt, la tâche harassante consistant à compter les billets toute la journée, la pénibilité d'une défense intransigeante des intérêts du capital, tout cela devait aboutir à un départ anticipé de l'UMP du gouvernement. Devant le local de l'UMP, orné d'un panneau explicatif et d'un bouquet de fleurs, décoré d'autocollants exigeant le retrait du projet sur la retraite, la soixantaine de participants a offert aux adhérents de l'UMP un magnifique cadeau, sous la forme d'un tract appelant à manifester le 23 septembre. Si les militants de droite n'ont guère apprécié, jamais pot de départ n'a suscité autant d'enthousiasme de la part des manifestants. Pourtant, considérant que le projet de loi était suffisamment toxique, cet apéro était sans alcool.

## Les algues vertes, ça suffit!

N'en déplaît à ceux qui voudraient en garder le monopole, le NPA est aussi un parti écologiste. C'est naturellement qu'il a répondu à l'appel de plusieurs dizaines d'associations de défense de l'environnement contre les marées vertes. Quelque 2 500 manifestantEs ont répondu à cet appel ce dimanche 19 septembre, malgré les menaces voilées de ce qui se voulait être une contre-manifestation, organisée avec les gros moyens des lobbies porcins, de la FNSEA et de la droite à 500 mètres de là. Plusieurs dizaines de militantEs NPA du Finistère étaient présentEs et ont diffusé des tracts. On pouvait voir également des drapeaux d'Europe Écologie, de l'UDB ou des Alternatifs, mais point de PS ou de PCF. La dépêche AFP, reprise par une bonne partie de la presse cite notre pancarte : « *Productivisme = engrais + pesticide : la mort est dans le pré* », sans jamais en citer la signature NPA!

## Le président et, là-bas, au loin, la population.

Le 3 septembre dernier, Sarkozy est venu à Montbard (Côte-d'Or). Le temps d'une visite d'entreprise, d'un discours calibré pour le 20 heures et d'un mot de soutien à (l'irréprochable!) Woertz, il était déjà parti. Pour ces quelques heures de présence, la vie locale a été longtemps bouleversée : circulation bloquée ou réduite depuis le petit matin, périmètre de sécurité de plusieurs hectares, CRS et renseignements généraux en nombre suffisant pour encadrer une manifestation de 50 000 personnes, tireurs d'élite postés sur les toits d'usine... Et, comme il se doit dans une démocratie, interdiction de manifester ni même de se rassembler (« *Pour votre sécurité, veuillez circuler s'il vous plaît* », disait un CRS). Mais qui a peur pour sa sécurité en ce doux matin de septembre, si ce n'est le président?

Plus que de longs discours, les conditions de cette visite illustrent la situation actuelle du pouvoir : une citadelle tellement éloignée des gens, de la réalité, qu'elle se sent obligée de démultiplier les mesures pour se protéger, elle, et seulement elle.

## Occupation du siège de Lejaby

Depuis le 16 septembre, les ouvrières de Lejaby (confection de lingerie féminine) occupent le site de Rillieux-la-Pape (Rhône) où se trouve le siège du groupe. Avançant l'argument d'« *une baisse des ventes* », la direction a annoncé le 1<sup>er</sup> avril dernier la fermeture des trois sites de Bellegarde, Bourg-en-Bresse (Ain) et Teil (Ardèche), laissant 197 salariées sur le carreau. En 2003, le groupe fermait déjà trois sites (Vienne, Beynost et Firminy) avant d'être racheté en 2008 par le groupe autrichien Palmers, pour 45 millions d'euros. La direction entend délocaliser en Tunisie et conserver 10% au maximum de la production en France, comme « *le font les concurrents directs* ». La perte de leur emploi serait une catastrophe – car synonyme de chômage et de précarité – pour ces travailleuses qui ont pour beaucoup plus de 50 ans.

La direction propose une indemnité de départ de 10 000 euros, plus 420 euros par année d'ancienneté, une broutille à côté des richesses que ces ouvrières ont créées. Le siège est occupé jour et nuit par les salariées empêchant tout camion d'entrer et de sortir. Des délégations de cheminots, de salariés d'Anoflex (filiale de Continental) et de Sanofi se sont rendues sur le piquet pour exprimer leur solidarité avec les salariées de Lejaby qui mènent une bataille juste contre le tout-profit, le pouvoir des actionnaires et les délocalisations.

## La jeunesse emmerde le Front national!

J eudi 16 septembre, Bruno Gollnisch, l'actuel vice-président du Front national, s'est rendu à Saint-Denis pour lancer sa campagne pour le poste de président du FN. À l'annonce de sa venue (24 heures avant), les habitants de Saint-Denis se sont mobilisés pour ne pas le laisser agir dans leur ville. Saint-Denis est une ville populaire, l'immigration fait partie de son identité et les Dyonisiens considèrent cela comme une richesse. Nous avons donc décidé d'aller manifester devant la basilique pour qu'il ne puisse pas faire son discours.

En très peu de temps, la mobilisation a pris une ampleur importante, des lycéens ont été intéressés par les tracts distribués (notamment les lycéens de l'Enna, lycée

pro et général du centre-ville de Saint-Denis). En 24 heures, nous avons rassemblé environ 300 personnes en manifestation, ce qui prouve que cette ville ne veut pas du FN chez elle.

À la vue du cortège de manifestants, les fachos n'ont pas voulu se confronter directement, sachant qu'ils n'avaient pas le rapport de forces et, dès notre arrivée à la basilique, Gollnisch et ses amis se sont réfugiés dans une salle de conférence d'un hôtel, à l'abri des manifestants, par peur d'être ridiculisés.

L'unité de la gauche, politique et associative a permis l'importance de l'événement et a donné confiance aux Dyonisiens dans la rue. Les lycéens, les profs, les étudiants de Paris 8 et de l'IUT, les travailleurs de la médiathèque ou encore de

la mairie : tous se sont sentis directement concernés et se sont mobilisés.

La journée s'est terminée avec des prises de parole des représentants des différentes organisations ayant appelé à la manifestation. Le message qui est ressorti était très clair : « *Le combat continue contre le Front national et le racisme!* » **Aboubakar, Alex, Antonin et Mickaël (lycéens de l'Enna, Saint-Denis)**

Signataires de l'appel : Alternative libertaire, Collectif des musulmans de France, Fédération pour une alternative sociale et écologique, Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples, Nouveau Parti anticapitaliste, Parti communiste français, Parti de gauche, Parti des indigènes de la République, Parti socialiste, Ras l'Front, Respaix et conscience musulmane, Réseau éducation sans frontière, Réseau intervention réflexion quartier populaire, Union locale Solidaires, Les Verts.

## Les expulsions de Roms continuent en Seine-Saint-Denis comme ailleurs

M ardi 14 septembre au matin, quatre familles ont été expulsées du petit campement au Vieux Pays à Tremblay-en-France, à la demande du SEAPFA, syndicat intercommunal pour la gestion et la collecte des déchets, dont le président n'est autre que le député maire de Tremblay-en-France, François Asensi, qui a quitté le PCF en mars dernier pour rejoindre la FASE.

Les policiers sont intervenus sans ménagement, accompagnés de la pelleteuse qui a détruit aussitôt après les quatre petites maisons ou cabanes en bois situées le long d'un chemin pavé abandonné.

Cette expulsion, qui faisait suite à une autre sur ce même

lieu fin juin 2010, a été réitérée sans qu'un hébergement d'urgence soit proposé dans les jours précédents par la municipalité, pourtant contactée de multiples fois. La seule proposition du Centre communal d'action sociale (CCAS) était de demander un séjour provisoire en foyer mère-enfants pour une jeune mère avec un bébé de 3 mois, ce qu'elle a refusé pour ne pas se couper de ses parents présents sur le campement.

À nouveau ce sont des personnes parties en errance, que la police voulait envoyer dans le Val-d'Oise en interdisant au groupe à pied de se diriger vers le centre de Tremblay, évoquant une prétendue décision d'huissier qui leur aurait défendu de rester en Seine-Saint-Denis. C'est tout sim-

plement un abus de pouvoir, puisque, renseignement pris par les soutiens, seul un jugement pénal peut prononcer une interdiction d'une partie du territoire, alors qu'ici aucun jugement n'avait été rendu.

Les Roms sont partout expulsés, y compris par des municipalités de gauche. Ces dernières auraient pourtant un rôle à jouer dans la lutte contre la xénophobie ambiante. Elles devraient arrêter ce jeu de massacre qui détruit les liens établis, le suivi médical quand il existe (pas là!) et empêche toute scolarisation des enfants, qui dans le cas de l'enfant en âge scolaire de ce camp n'avait même pas eu lieu! Ces expulsions rendent la vie infernale à ces personnes et augmentent leur précarité puisqu'à chaque fois le peu de biens qu'elles



possèdent sont détruits. Où sont l'égalité des droits et la solidarité prônées dans les discours?

**Marie-Thérèse Juignet**

## Succès des meetings unitaires pour les retraites

L e 13 septembre à Besançon, Gérard Filoche est intervenu devant 220 personnes rassemblées par le comité de défense des retraites (CDR). Tout l'éventail de la gauche politique et syndicale (présence remarquée de plusieurs militants CFDT) était représenté parmi les auditeurs. Seule réunion publique dans la ville, cette soirée a permis à l'orateur de développer ses analyses sur la mobilisation nécessaire pour faire reculer le gouvernement. Fort de son expérience professionnelle d'inspecteur du travail, Filoche a su conquérir (et même faire rire à plusieurs reprises) son public. Le CDR avait invité les organisations syndicales non membres (soit CGT, CFDT, FO, Unsa) à s'exprimer à l'occasion du meeting. Seule la CGT a saisi l'occasion, ce qui a d'ailleurs provoqué des débats

intenses au sein du CDR. Reste à savoir si cet affichage public de la CGT avec le CDR se traduira par une participation à ses activités.

**Georges Ubbiali**

M ercredi 15 septembre à Fontenay-sous-Bois (Val-de-Marne), 80 personnes sont venues débattre du projet Sarkozy et de la stratégie à suivre pour obtenir son retrait. Après une présentation des dangers du projet et des propositions du collectif par la secrétaire de l'union locale CGT et trois interventions courtes sur le financement (Sud), les discriminations envers les femmes (NPA) et la pénibilité (PS), la salle a longuement échangé. La plupart des participants ont mis l'accent sur la nécessité de se battre aujourd'hui pour obtenir le retrait, y

compris « *en bloquant le pays* » (selon les termes d'un camarade de Sud PTT), sans attendre 2012. Le sénateur-maire PCF a souligné que les élus ne peuvent rien sans la mobilisation. Le NPA a insisté sur la généralisation nécessaire de la grève pour une victoire dès maintenant et a mis en garde ceux qui croiraient aux promesses de revenir en arrière après 2012.

**Sylviane Gauthier**

Le collectif unitaire regroupe Femmes solidaires, UL CGT, SUD-PTT, FSU, SUD-Éducation, Attac, LDH, M'PEP, NPA, PCF, PS, PG, Les Verts/Europe Écologie, Résistance sociale. Depuis mai dernier, il a diffusé des dizaines de milliers de tract dans la zone d'entreprises et les quartiers, pour informer et mobiliser la population de cette ville ouvrière. Pour tout contact : UL CGT Fontenay-sous-Bois, Bourse du travail, 10, rue de la Mare-à-Guillaume. Tél. : 01 48 76 41 25.

## Pour un retour en régie publique de l'eau à Quimper

P rés de 400 personnes se sont retrouvées pour un débat sur le retour en régie publique à Quimper, avec Danielle Mitterrand (présidente de la fondation France libertés), Jean-Luc Touly (cadre de Veolia, président de l'Association pour un contrat mondial de l'eau/Acme) et Gabriel Amard (président de la communauté d'agglomération de Viry-Châtillon et Grigny). Un vrai succès populaire après la mobilisation de milliers de Quimpérois à la veille d'un vote qui doit décider d'une poursuite de la délégation de service public (en fait Veolia) ou le retour en régie

publique. Ce succès d'affluence, on le doit à l'association Eau Secours 29 et à son travail d'expertise et de mobilisation depuis des années et notamment depuis l'élection en 2008 de Poignant, maire PS, qui ne cache pas son penchant pour Veolia.

Avec Eau Secours 29, s'est aussi constitué un collectif composé des Verts, des Alternatifs, du NPA, d'Attac, et de nombreuses associations environnementales en défense de l'eau publique. Une vraie mobilisation citoyenne agite Quimper depuis des mois autour de ce thème. Si les Verts (Kemper écologie à gauche), composante de la majorité municipale, se

sont prononcés clairement pour le retour en régie publique, ce n'est pas pour l'instant le cas de l'élu de l'Union démocratique Bretonne (UDB), ni des deux élus du PCF qui brillent par leur silence...

Le 24 septembre, jour du conseil municipal, va être chaud. Les tenants du retour en régie publique, malgré l'arrogance et le déni de démocratie de B. Poignant, seront présents en nombre et feront tout pour inverser la tendance.

Là aussi, la rue tiendra le haut du pavé, jusque dans l'hémicycle municipal.

**Correspondant NPA Quimper**

Lire aussi page 8.

## CPN Sur la rentrée sociale et le congrès

La réunion du Conseil politique national (CPN) du NPA, qui s'est tenue les 18 et 19 septembre, avait deux thèmes principaux : une discussion approfondie sur la situation à la rentrée et le lancement des débats du prochain congrès. Les discussions ont eu lieu en assemblée plénière pour la rentrée et en commissions pour les textes qui seront débattus et soumis au vote des militantEs lors des assemblées électives qui éliront les délégués au congrès.

La discussion sur la rentrée a été riche et diverse. La résolution, votée par une très large majorité des membres du CPN, en constitue la matérialisation, livrant une analyse des contradictions et des potentialités de la situation et indiquant l'orientation du NPA et ses tâches immédiates. Un large accord s'est fait sur l'analyse d'un contexte déterminé par les politiques d'austérité déployées partout en Europe et qui, en France, combine crise sociale et politique, autour de l'affaire Woerth-Bettencourt. Cette dernière rend d'autant plus possible une vic-

toire dans l'affrontement décisif que constitue la bataille pour les retraites. Elle produit également une fuite en avant du gouvernement vers l'extrême droite, avec le déploiement d'une politique sécuritaire et ouvertement raciste.

Sur l'ensemble des fronts définis, la grande majorité des membres du CPN confirment le choix de développer au maximum les cadres unitaires pour défaire la droite et le patronat, en mettant en particulier toutes les forces du NPA dans la préparation du 23 septembre et de ses suites. Une majorité du CPN a choisi de renforcer la dimension écologiste de notre analyse ainsi que la lutte contre les précarités - avec la prochaine réforme de l'Unedic - dans les revendications mises en avant, y compris dans la bataille pour les retraites. Car si le NPA est investi dans tous les cadres unitaires, il constate les divergences qui se font jour à gauche et défend la perspective d'une alternative anticapitaliste, notamment sur la base du document intitulé *Nos réponses à la crise* qui a été enrichi depuis les

assemblées régionales de juin. Il fait partie des documents en discussion pour le congrès qui s'ouvre. Un texte alternatif des camarades issus de l'ex-position B est en cours de rédaction. Du côté du débat d'orientation, la poursuite des échanges, l'évolution de la situation et les votes du CPN ont pour l'heure produit trois options entre lesquelles les militantEs vont être amenés à choisir. Une série de projets de motions sur « religion, laïcité, féminisme » ont également été présentés, sans vote puisque l'organisation doit maintenant s'en saisir.

Concernant les statuts, une majorité du CPN propose aux comités de conserver des statuts provisoires, ce qui donnera le temps d'avancer dans la construction du parti avec la possibilité de les adapter si besoin. La décision a été prise de réfléchir également au fonctionnement du NPA, ce qui englobe les questions de démocratie, la place des comités, des commissions, de la direction, du rôle de cha-



(PHOTO THÈQUE ROUGE/MILO)

cun, afin de mieux travailler ensemble et de décider collectivement de la manière de nous organiser. L'objectif à terme pourra être d'établir une charte de fonctionnement.

Les versions ultimes de ces motions, telles qu'elles seront soumises au vote des assemblées électives, seront actées au mois de novembre, après débats et propositions de modifications des comités. Il a en effet été décidé de reporter le congrès d'un mois pour que le NPA puisse mettre toute son énergie dans les échéances de la rentrée sociale et que les militantEs s'approprient réellement les textes et les débats. Le premier congrès du NPA aura donc lieu du 10 au 12 décembre 2010.

**Ingrid Hayes, Myriam Duboz**

### Casserole d'honneur pour Woerth !

Se jouant du dispositif policier, une trentaine de militantEs du NPA dont notre camarade Olivier Besancenot se sont invités au ministère du Travail lundi 20 septembre à l'aube, afin de remettre la casserole d'honneur à Éric Woerth. Le toujours ministre n'ayant pas daigné nous recevoir, la délégation du NPA décidait d'accrocher la casserole d'or, au portail du ministère. Cette casserolette bien méritée lui a été décernée pour l'ensemble de son œuvre, allant de ses prouesses financières comme trésorier de l'UMP, ses relations douteuses, voire incestueuses avec la plus grande fortune de France, à son acharnement à s'attaquer aux retraites des salariés. Sans incident, la délégation du NPA retournait préparer la mobilisation du 23 septembre en saluant une dernière fois l'inhospitalier ministre d'un « Woerth, tu prends... tes clics... tes clacs... ton cheval et tes casseroles... et tu t'en vas ! »

### Meeting unitaire à l'Université d'été de la gauche du PS dans les Landes

C'est devant presque un millier de militants que le meeting unitaire sur les retraites a eu lieu durant deux heures. La salle était chauffée notamment par les jeunes du PS chantant des chants révolutionnaires après avoir scandé « unité, unité ! » Une ambiance chaleureuse donc, en attendant l'arrivée des intervenants. Les prises de parole se sont succédé : d'abord Willy Pelletier (Copernic), puis Henri Emmanuelli (le régional de l'étape), Jean-Vincent Placé (ÉÉ), Olivier Besancenot, Pierre Laurent (PCF) et Benoît Hamon (PS). Tous étaient pris dans cette ambiance unitaire avec les ovations du public. S'ils ont diversement traité le sujet, les orateurs ont dénoncé le capitalisme et ses méfaits, décrivant la logique d'attaque d'un gouvernement au service des plus riches et la nécessaire répartition des richesses comme solution incontournable. Dans ce domaine, Olivier Besancenot était évidemment très à l'aise. Sa dénonciation radicale du capitalisme a eu le soutien enthousiaste et bruyant de la salle, tout comme ses appels clairs à une unité sans faux-semblants, sans calculs électoralistes, une unité pour se battre dans la rue maintenant afin de défaire le gouvernement avant 2012. Comme pour confirmer cet enthousiasme, une délégation de syndicalistes CGT de l'usine Ford Blanquefort (Gironde) étaient invitée. Ils ont pris la parole au meeting de la veille et ont fait une collecte pour financer leur manifestation au salon de l'auto le 2 octobre. Ils luttent contre une

fermeture probable du site et pour la défense de tous les emplois et ont reçu un très large soutien.

Ce meeting semble le signe d'une plus forte implication du PS dans la bataille unitaire et c'est une très bonne chose. La victoire nécessite l'unité la plus large. Reste qu'il est illusoire ou hypocrite de défendre la retraite à 60 ans tout en votant l'allongement de la durée de cotisation.

### Une statue pour Septiman 1<sup>er</sup> et 1,8 million d'euros pour les plaisirs statuaires de Frêche



Devant une presse nombreuse, le NPA a inauguré à Montpellier, devant la maison de l'agglomération présidée par George Frêche une statue de Septiman 1<sup>er</sup>. L'inauguration a été accompagnée d'un hommage de notre ami Karak au grand septimaniaque ainsi que d'une prise de parole de notre élu Francis Vigüé. Bien entendu, nous ne nous associons ni aux Verts ni à la droite qui n'ont de problème qu'avec la personnalité de Lénine, une des statues des grands hommes installées par Frêche dans la ville.

Nous voulons au contraire pointer :  
- le gaspillage de l'argent public pour les caprices d'un président cumulard (région et agglomération) alors que l'agglomération vient d'augmenter les tarifs des transports en commun (TAM)  
- la mégalomanie de Frêche qui lui fait choisir des statues de 3 mètres de haut dans la plus pure tradition du détestable « culte de la

personnalité », après avoir échoué à rebaptiser la région en Septimanie.

- Un système institutionnel qui permet à certains élus de rempiler et de cumuler les mandats et ainsi de se comporter en véritable féodaux, hors du contrôle de la population.  
- Un mode de gouvernement clientéliste et autoritaire qui transforme la majorité des élus en courtisans du prince, élus qui n'imaginent même pas pouvoir émettre un soupçon de critique.

Au NPA, plutôt que les statues, les mausolées ou le culte de la personnalité, nous préférons la pensée vivante pour changer ce monde. Mais nous ne pouvons attendre autre chose du « petit père des peuples » du Languedoc-Roussillon. Il serait d'ailleurs injuste de ne s'en prendre qu'à Frêche puisque ce type de décision se prend en conseil d'agglomération de Montpellier où siègent 90 élus dont 45 de la majorité municipale.

Cet argent public aurait pu servir tout aussi bien à la rénovation des quartiers, au logement social, à la jeunesse...

La construction d'une gauche anticapitaliste est plus que jamais une urgence pour satisfaire les besoins sociaux et écologiques.

### Écrivez-nous !

Nous recevons de plus en plus d'échos, de témoignages et de courriers et cela montre que vous avez décidé de vous emparer de *Tout est à nous* ! Nous n'avons qu'un souhait, c'est que cela continue et s'amplifie. Envoyez-nous les échos des luttes, des événements qui se produisent près de chez vous, mais également des témoignages... Réagissez aux articles en écrivant à la rubrique courrier. Mais n'hésitez pas non plus à nous proposer des sujets : [redaction@npa2009.org](mailto:redaction@npa2009.org) Enfin, pensez à commander des numéros supplémentaires si un événement particulier est programmé (manif, fête du NPA...). Pour cela appelez la diffusion au 01 48 70 42 31 ou envoyez un mail à [diffusion.presse@npa2009.org](mailto:diffusion.presse@npa2009.org) avant le lundi 14 heures. Enfin, si ce n'est pas encore le cas, abonnez-vous, mais aussi proposez à vos amis, collègues, famille qui partagent les idées du NPA de soutenir le journal en s'y abonnant.

## S'ABONNER

### Abonnements

#### par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA  
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA  
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA  
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CREANCIER:  
**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,  
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION  
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR  
93100 MONTREUIL  
NUMÉRO NATIONAL D'ÉMETTEUR:  
554755**

### Titulaire du compte

NOM: .....

PRENOM: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL: .....

VILLE: .....

MAIL: .....

### Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE: .....

SIGNATURE: .....

Etablissement teneur du compte

BANQUE: .....

ADRESSE: .....

CODE POSTAL: .....

VILLE: .....

**Abonnements par chèque**, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

#### FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an

**28 euros 56 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

**50 euros 100 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an

**20 euros 40 euros**

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

**38 euros 76 euros**

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an

**22 euros 44 euros**

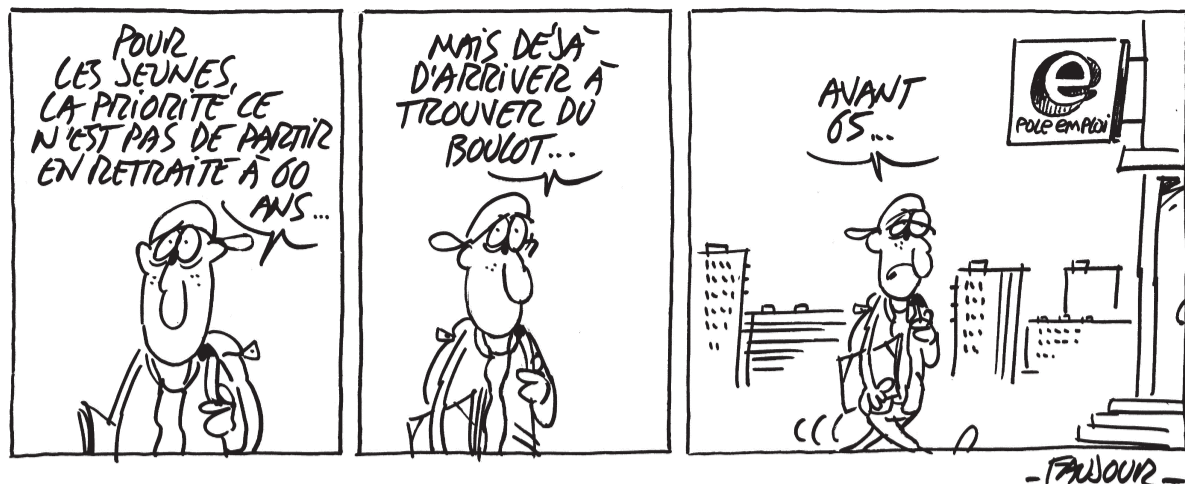
#### ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an

**45 euros 90 euros**

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an

**70 euros 140 euros**



### Procès Utopia contre Moix/ Figaro: premier round.

Le procès opposant les cinémas Utopia à Yann Moix et au Figaro s'est tenu mardi 14 septembre devant la 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle. Dans une tribune publiée par *le Figaro*, Yann Moix accusait les cinémas Utopia d'antisémitisme (lire l'interview dans *Tout est à nous!* n°68). L'équipe d'Utopia et son avocat Thierry Lévy ont montré que les ignorances de Yann Moix ne justifiaient pas d'accepter l'accusation d'antisémitisme qui pèse moralement, et même peut-être économiquement. Bien soutenus par la procureure, Yann Moix et *le Figaro* ont plaidé l'irrecevabilité technique de la plainte et la liberté d'expression! Le délibéré est remis au 19 octobre. À suivre...

### Une claque pour Sarkozy et Hortefeux.

La cour d'appel de Grenoble a confirmé la remise en liberté sous contrôle judiciaire d'un homme, soupçonné d'avoir participé au braquage du casino d'Uriage (Isère). Cette décision avait provoqué une colère et une campagne médiatique dignes du Front national, menée par Sarkozy et son ministre de l'Intérieur, Brice Hortefeux. En appel, les magistrats, soucieux de leur indépendance et refusant de prendre leur décision en fonction

du ressentiment médiatique, font état des «pressantes incitations à interpeller rapidement» qu'ils ont subies et de l'absence de «certitude de la participation aux faits» de l'intéressé. Sarkozy et son gouvernement ont fait de Grenoble, depuis le mois d'août, le point de départ d'une campagne d'extrême droite tous azimuts dans laquelle, en particulier, la présomption d'innocence et l'indépendance du pouvoir judiciaire sont gravement remises en cause.

**BDS sanctionné.** Depuis quelques mois, les mises en examen de militantEs solidaires du peuple palestinien se multiplient. Celles et ceux qui se sont investis dans la campagne internationale Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) sont particulièrement visés. Plusieurs vont ainsi se retrouver dans les prochains jours devant les tribunaux : le 24 septembre à Bordeaux (lire agenda p. 2), le 11 octobre à Perpignan, le 14 octobre à Pontoise, le 29 octobre à Paris et le 29 novembre à Mulhouse. Des dizaines d'autres plaintes ont été déposées par diverses organisations sionistes afin de faire taire toute manifestation d'hostilité à Israël, État criminel, raciste, et colonialiste. Ces poursuites devant les tribunaux sont la preuve de l'efficacité de la

campagne BDS qui doit s'intensifier. Une riposte unitaire la plus large s'impose, contre ce chantage permanent qui vise à étrangler financièrement le mouvement de solidarité à la lutte du peuple palestinien.

### Marche Saragosse- Bruxelles.

Les marcheurs espagnols partis de Saragosse le 14 août achèvent leur marche vers Bruxelles, où ils doivent arriver le 27 septembre. Organisée par le collectif d'Aragon (qui regroupe des militants syndicaux, écologistes, anticapitalistes et des soutiens aux sans-papiers), cette marche a traversé de nombreuses villes de France, où les marcheurs ont été accueillis par des militants français avec qui ils ont partagé leurs expériences de lutte. L'objectif du collectif d'Aragon est donc simple : «*Nous marchons contre le pessimisme qu'ils nous inculquent, contre la dictature des Marchés et des gouvernements à leur service, contre la logique du Capital. Une autre économie est possible : basée sur le partage des richesses, du travail et des soins, sans faire payer la crise aux immigrés.*» Le 29 septembre, ils se rendront au Parlement européen afin de participer à la grève européenne, qui s'apprête à être fortement suivie en Espagne, où les mesures antisociales sont particulièrement brutales.

Le chiffre

**44 millions**

*C'est le nombre d'Américains vivant sous le seuil de pauvreté (700 euros par mois) selon le bureau de statistiques des États-Unis. Ce nombre a augmenté de 4 millions en 2009, la première année de mandat d'Obama. Une augmentation deux fois supérieure à celle de l'année précédente. Un Américain sur sept est pauvre, plus du quart des noirs et des hispaniques. 30% des pauvres sont des femmes vivant seule avec des enfants. La crise frappe très durement le prolétariat américain qui continue de s'appauvrir malgré le retour des profits pour les entreprises qui a accompagné la reprise économique de fin 2009.*

### Des papiers pour tous!

Un Bercy presque plein pour six heures de concert de soutien aux sans-papiers, le pari est assurément réussi pour RESF et les syndicats et associations qui ont préparé cet événement depuis le mois d'avril. L'affiche était pour le moins éclectique avec des artistes comme Cali ou Jeanne Chéral, Abd Al Malik ou encore Cheb Bilal... qui ont su enthousiasmer le public. Les Wampas en plein délire ont transformé la salle en cohorte de pogoteurs et les Têtes raides, notamment avec leur reprise d'*Hexagone* de Renaud, nous ont rappelé dans quel genre de pays nous vivons aujourd'hui. Le concert s'est terminé à 1 heure du matin avec un Jacques Higelin au mieux de sa forme. Mais parce que ce n'était pas un concert comme les autres, certains artistes et les organisateurs ont réaffirmé leur soutien aux sans-papiers. Avec en invité surprise Tony Gatlif qui a rappelé que la moitié des Tsiganes a été exterminée pendant la Seconde Guerre mondiale, que ce peuple qui n'a jamais fait la guerre a servi – et sert encore – de bouc émissaire aux gouvernements européens et en particulier français.

### Le modèle suédois a du plomb dans l'aile.

Dimanche 21 septembre, les Suédois élisaient leurs députés pour les quatre années à venir. La coalition conservatrice sortante de Fredrick Reinfeld obtient 49,2% (172 sièges) tandis que le score de la sociale-démocrate Mona Sahlin s'élève à 43,7% des voix (157 députés). Les nationalistes du Sverigedemokraterna (démocrates suédois), dont la montée inquiétait déjà Stieg Larson (auteur de la trilogie *Millenium* et ancien membre de la IV<sup>e</sup> Internationale), réalisent un score de 5,7% (20 sièges). Ainsi, pour la première fois de son histoire, l'extrême droite suédoise est représentée au Parlement. Le Front national se félicite du «grand succès» obtenu et précise : «*Progressivement, les peuples prennent conscience que le mondialisme fait partout les mêmes ravages. [...] Ce succès précède sans aucun doute d'autres percées électorales de forces nationales et patriotiques en Europe.*» Leurs avancées étant faites de nos reculs, il s'agit bien de renverser la vapeur, partout en Europe.

**BREST**

**Ensemble pour nos retraites!**



Brest, le 16 septembre 2010. L'intersyndicale CGT-CFDT-Solidaires-FSU-CGC-CFTC-Unsa a fixé sur le vieux pont Albert-Loupe une immense banderole de 25 mètres de long sur 2,5 mètres de large, pour la défense de la retraite à 60 ans. Elle est visible du nouveau pont de l'Élorn où passent des dizaines de milliers d'automobilistes par jour. (PHOTO THÉQUE ROUGE/DREAN)

**“ NO COMMENT**

*On n'a pas de leçon de morale à recevoir d'une commissaire, qui je crois représente un petit pays de 350 000 habitants.*

CHANTAL BRUNEL, DÉPUTÉE UMP,  
À PROPOS DE VIVIANE REDING

**TOUT est à nous!**  
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste  
**Rédaction:** 01 48 70 42 27  
**Diffusion:** 01 48 70 42 31  
**Administration:** 01 48 70 42 28  
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil  
**Mail:** redaction@npa2009.org  
**Numéro ISSN:** 1969-8178  
**Commission paritaire:** 0414 P 11508  
**Tirage:** 8 000 exemplaires

**Société éditrice:** Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)  
**Gérant et directeur de publication:** François Coustal  
**Impression:** Rotographie, Montreuil-sous-Bois  
Tél.: 01 48 70 42 22  
Fax: 01 48 59 23 28  
mail: rotoimp@wanadoo.fr